

UNE 4^{ème} CONFÉRENCE INTERNATIONALE COMBATIVE, DÉTERMINÉE...



La 4^{ème} conférence internationale de notre organisation a été un franc succès, par la participation de 121 syndicats, associations, ligues paysannes, et organisations indigènes de 86 pays regroupant 223 déléguées et délégués.

Par la réflexion collective, l'analyse de classe présentée en introduction des débats a été amplement confirmée par plus de 90 interventions des organisations nationales présentes, des messages de soutien que notre Union a recueilli, des débats nombreux, bilatéraux et régionaux. Nos propositions offensives et progressistes ont été confortées. Notre programme revendicatif conjugué à nos objectifs d'émancipation des travailleurs de nos professions et à la construction d'une société libérée du carcan de l'exploitation de l'homme par l'homme, restera le canevas fondamental de

nos activités. L'appel, enrichi par les délégués(es), reflète cette démarche constructive, active, combative et déterminée.

La participation enthousiaste, fraternelle et solidaire des délégués(es) de la 4^{ème} conférence à la grande manifestation du 14 juin à Paris regroupant plus d'un million de travailleuses et travailleurs de France est un acte militant et responsable qui a reçu un accueil chaleureux. La preuve, s'il en fallait, que l'internationalisme syndical est vivace.

Enfin, en élisant à l'unanimité le Comité exécutif et le secrétariat, les délégués(es) ont doté notre Union Internationale d'une direction expérimentée et rajeunie, représentative et ouverte, en capacité de promouvoir et concrétiser notre volonté d'unir et de rassembler les travailleuses et les travailleurs de nos professions, les masses paysannes et rurales, les peuples indigènes. Notre Union Internationale a puisé de nouvelles forces pour son travail syndical.

Julien HUCK
Secrétaire Général



POUR TOUS CONTACTS, S'ADRESSER A :

JULIEN HUCK : 263 RUE DE PARIS – CASE 428 – 93514 MONTREUIL CEDEX - FRANCE
SECRETAIRE GENERAL TEL : (33) 01 55 82 84 45 – FAX : (33) 01 48 51 57 49





RAPPORT DE JULIEN HUCK
Secrétaire général de l'UISTAAC/FSM
À LA 4^{ème} CONFÉRENCE INTERNATIONALE DE L'UIS
PARIS - JUIN 2016

Notre 4^{ème} conférence internationale est un moment fort de la vie de notre Union, à la fois pour l'activité syndicale dans nos professions, pour les centaines de millions d'hommes, de femmes et d'enfants qui souffrent et combattent et à la fois pour les forces populaires qui agissent à-travers le monde, dans chacun de leurs pays et à travers le monde pour les revendications immédiates et pour la construction d'une société libérée de l'exploitation de l'homme par l'homme. Elle est également un moment fort s'inscrivant dans la préparation du 17^e congrès mondial organisé par la Fédération Syndicale mondiale (FSM) et nos camarades des syndicats de la COSATU d'Afrique du Sud. Il y a quelques mois, notre Union a participé aux célébrations du 70^e anniversaire de la FSM qui ont eu lieu à São Paulo, au Brésil. Nous tenons dès maintenant à exprimer notre solidarité et notre soutien à la Centrale des Travailleurs du Brésil et aux syndicats et forces politiques qui luttent aujourd'hui contre un coup d'état fomenté par les milieux d'affaires brésiliens et l'impérialisme yankee qui veulent renverser le cours de l'Histoire et remettre en cause les acquis sociaux arrachés par plus de 10 ans de combats contre la misère et le sous-développement.

La lutte des classes : une réalité incontournable
Aujourd'hui, l'affrontement de plus en plus profond entre le capital et le travail, provoque des résistances actives, massives, durables aux stratégies capitalistes menées par la grande bourgeoisie, les sociétés transnationales (STN), leurs valets des gouvernements de nombreux États et des officines internationales du FMI à la Banque Mondiale.

Sur tous les continents, des explosions de révoltes, de luttes puissantes et organisées dont certaines porteuses d'un contenu révolutionnaire obligent nos adversaires de classe à manœuvrer, à diviser, à utiliser tous les moyens pour renforcer encore leur domination.

Les changements démocratiques et sociaux qui ont émergé en Amérique Latine sont ainsi combattus avec haine par les bourgeoisies et l'impérialisme américain au Venezuela, en Equateur, en Bolivie, en Argentine. Les médias du capitalisme jouent un rôle déterminant dans ces opérations de déstabilisation et de coups d'Etat successifs. Ces médias, journaux, télévisions, radios, dont les propriétaires sont issus du grand capital, ont acquis une puissance de nuisance au service des coups les plus tordus, au service de l'idéologie

dominante. Cette situation démontre bien l'accentuation de l'affrontement de classe sous toutes ses formes idéologiques, politiques, économiques, sociales, culturelles, militaires, judiciaires et policières, y compris lorsque les peuples et des Etats tentent de construire des alternatives crédibles pour sortir de la misère face aux logiques d'exploitation des grands groupes capitalistes et des impérialismes.

Même s'ils s'opposent entre eux pour rester ou devenir le plus riche, le plus puissant, le plus dominateur, les patrons et les Etats impérialistes et coloniaux s'entendent entre eux pour casser les acquis sociaux et les emplois, abaisser les niveaux de vie des travailleurs. Sur l'ensemble de la planète, c'est l'impérialisme américain qui veut mener le jeu.

Les anciens colonisateurs reprennent pied dans certains pays qui s'étaient libérés du joug colonial, en s'appuyant sur des accords appelés « de défense commune ». On le voit en Afrique où la France a renforcé ses interventions militaires.

Le contrôle des matières premières et de l'eau, des flux terrestres, spatiaux, informatiques motivent de nombreux conflits armés. Là, ce sont les interventions directes militaires, ailleurs en manipulant des bandes armées, des « monstres » naissent comme « Frankenstein » se retournant parfois contre leurs maîtres pour servir d'autres puissances capitalistes. De telles marionnettes macabres servent également d'alibi pour justifier les interventions militaires, guerrières et pour masquer les réalités sociales, les pillages, les abandons de souveraineté nationale. Ces guerres jettent des millions d'enfants, de femmes, d'hommes sur les routes de l'exode et de la mort. Les Etats capitalistes s'en lavent les mains.

C'est le cas en Syrie, en Afrique et bien entendu en Palestine, où le pouvoir colonialiste israélien met tout en œuvre, avec l'aval des grands pays capitalistes et en premier lieu les Etats-Unis, pour briser la résistance héroïque, l'unité du peuple palestinien et de ses organisations, notamment syndicales. Nous tenons tout particulièrement à saluer les luttes valeureuses engagées par le peuple, les forces politiques et syndicales progressistes de la Syrie qui reconquièrent leur patrie martyrisée, qui combattent, soutenues par leurs alliés, les mercenaires endoctrinés et financés par les gouvernements moyenâgeux de la région et, en tout premier lieu, l'Arabie Saoudite. Les enjeux de ce combat sans merci ont une ampleur nationale, régionale et mondiale. Notre

Union Internationale a participé à une conférence importante tenue il y a quelques mois par la FSM et nos amis des syndicats de Syrie, à Damas, pour condamner le terrorisme fasciste qui sévit contre les peuples syriens et les peuples de la région. Nous avons été témoins des massacres, des destructions, des malheurs occasionnés par une intervention téléguidée de l'extérieur, une véritable tentative d'invasion. Des milliers de travailleurs sont assassinés, des familles entières décimées. Nous avons voulu apporter toute notre solidarité à nos frères syndicalistes qui luttent dans ce pays, la Syrie, qui nous est chère. Cette bataille pour la paix et la liberté est aussi de la responsabilité syndicale. Nous n'abandonnerons aucun de nos terrains de combat, parce qu'ils s'inscrivent dans nos capacités de résister, de lutter, de conquérir des droits sociaux, syndicaux, économiques et culturels nouveaux pour que l'humanité progresse dans un monde dominé actuellement par le capitalisme financier.

Quelques uns toujours plus riches, l'immense majorité toujours plus pauvre

83 % des valeurs patrimoniales réparties sur la planète en 2013 sont monopolisées par les grands pays capitalistes. En 2001, dans les pays occidentaux, le nombre de milliardaires en dollars s'élevait à 497 avec une fortune cumulée de 1 500 milliards de dollars. Dix ans plus tard, le nombre de ceux-ci s'élevait à 1 210 avec un patrimoine global atteignant 4 500 milliards de dollars.

Mesurons aussi que les 28 banques mondiales qui constituent l'oligopole mondial de la finance possèdent à elles seules quelques 56 000 milliards d'euros de réserves, tandis que la dette mondiale cumulée, qui écrase les peuples partout dans le monde, atteint environ 47 000 milliards d'euros. Il y a là de quoi répondre aux besoins populaires, d'annuler la dette qui pressure les pays et les peuples. Il y a de quoi construire une autre société en nationalisant dans chaque pays ces vampires qui sucent le sang des peuples et les richesses des pays. Cet objectif montre l'étroite convergence des luttes des peuples qu'ils soient dans les pays de l'impérialisme ou dans les pays sous domination impérialiste. L'intérêt de classe est primordial. Il se compose aussi de cette solidarité agissante pour des objectifs communs. Le monde, dans son ensemble, est soumis aux diktats capitalistes.

Dans ces mêmes conditions de domination, la crise cyclique et structurelle du capitalisme dans les années 2007-2008, a détruit l'existence de dizaines de millions de familles en Europe, en Amérique du Nord, au Japon et ailleurs. L'une des conséquences immédiates de cette crise a jeté plus de 70 millions de personnes supplémentaires, victimes de la famine et de la malnutrition, venant s'ajouter à près d'un milliard d'êtres humains frappés par ce fléau du 21^{ème} siècle. N'est-ce-pas là le scandale de ce début de nouveau siècle, dans

un monde dont l'agriculture serait à même de nourrir plus de 12 milliards d'êtres humains. Depuis longtemps a été rejetée l'idée que cette situation serait due à des causes techniques ou naturelles. Il s'agit fondamentalement d'une question hautement politique. Aucune stratégie d'émancipation ne peut faire l'économie de construire des réponses politiques alternatives aux orientations des grandes sociétés capitalistes, des gouvernements et des officines internationales à leur botte et, pour ce qui nous concerne, la FAO. Notre mouvement syndical est en première ligne. Il se doit de construire des propositions concrètes à partir des réalités de chacun et contribuer à la convergence de ces propositions. Notre Union Internationale s'y emploie, à la mesure de ses moyens.

La misère et la faim sont aujourd'hui fondamentalement des problèmes se développant dans les villes mais également dans les milieux ruraux. Sur près d'un milliard d'êtres humains qui souffrent de la faim, de sous-alimentation permanente et grave, 75 % vivent à la campagne. Le massacre de millions d'êtres humains, un véritable génocide humain, par la faim, est un problème avant tout social et politique et non d'insuffisance de production ou de distribution. Les populations sont aussi décimées par les maladies liées à la faim. L'utilisation de produits agricoles pour fabriquer des « agro-carburants » n'en est que plus scandaleuse.

A juste raison et avec clairvoyance, Fidel Castro a été l'un des premiers hommes d'Etat à condamner cette réalité insupportable et à montrer les dangers immenses que représentent pour l'humanité ses conséquences. Les fautifs doivent être dénoncés et combattus.

Dès la fin du 20^{ème} siècle, les spéculateurs-prédateurs dans leur quête de profits immédiats se sont tournés vers les matières premières agricoles. Leurs profits deviennent astronomiques. La Banque Mondiale à théorisé et organisé ces pillages, au nom de la rentabilisation des capitaux. Le riz et le blé constituent des aliments de base de l'humanité dont la production permettrait de répondre aux besoins populaires. En 5 ans, les prix du marché mondial du riz, du maïs et du blé ont fortement variés, au gré des spéculations. La tendance reste néanmoins à leur augmentation pour les consommateurs et à la réduction de la rémunération des petits paysans, des sans-terres et des ouvriers agricoles. Depuis 2008, le prix de la tonne de blé meunier a doublé, le maïs a augmenté de près de 32 % et le riz de 37 %. Cela malgré des récoltes de riz, par exemple, en constante augmentation ces dernières années. La Chine, principal producteur de riz du monde, a ainsi récolté en 2013 plus de 200 millions de tonnes, l'Inde, deuxième producteur avant l'Indonésie, 155 millions de tonnes.

L'agriculture et l'alimentation pillées

Cette instabilité des prix mondiaux des matières premières agricoles a pour conséquence la ruée de spéculateurs sur les terres agricoles. Le marché est ouvert au pillage et à l'expropriation des populations rurales pour ouvrir, comme Unilever le fait au Kenya, de véritables camps esclavagistes dans ses plantations de thé.

Le postulat idéologique de la totale liberté du commerce mondial des denrées alimentaires porté par l'OMC a été repris par la FAO en opposition frontale aux principes qui prévalurent à sa constitution. C'est dans l'enceinte de celle-ci, en 2002 à Rome, que les chefs d'État et de gouvernement ratifièrent la stratégie capitaliste de l'OMC dictée en grande part par la Banque Mondiale et le FMI.

Nous devons aussi mener notre combat pour que la FAO, agence officielle de l'ONU pour l'agriculture et l'alimentation, se transforme fondamentalement. Dominée par les intérêts de quelques transnationales agroalimentaires, elle privilégie à outrance l'initiative privée, en fait, le capitalisme. Elle impose la privatisation de nombreux secteurs de nos professions qui permettraient aux peuples de résister et de se nourrir. La FAO accompagne le bradage de l'agriculture mondiale, le pillage de nos industries, la destruction du potentiel génétique de la planète, la prolifération des pesticides au nom de la rentabilité et de la productivité.

Il y a quelques décennies, du temps d'un socialisme qui s'affirmait avec force, la FAO avait développé des propositions, des études, des initiatives et des aides dans le cadre de processus de réformes agraires progressistes. Le temps de telles orientations est loin.

Elle tourne le dos à de tels objectifs. La démonstration est ainsi faite qu'il s'agit, à la FAO, comme à l'OIT et dans l'enceinte même de l'ONU, de rapport de forces, de combats continuels pour l'émancipation humaine, d'affrontements entre les intérêts d'une caste de capitalistes et ceux de l'immense majorité de la population mondiale, de l'avenir de l'humanité, du genre humain, de la défense d'une nature dont les hommes sont partie intégrante, comme pouvait déjà l'affirmer Engels au 19^{ème} siècle.

Ce phénomène de pillage et de détournement scandaleux au détriment des peuples, n'est pas propre aux pays en développement. Les mêmes pratiques sont organisées en Europe par des groupes comme Unilever, Nestlé, Monsanto et autres.

En Europe, la Grèce s'enfonce dans la misère, l'abandon national et la domination impérialiste. Le peuple est laminé, les travailleurs sont jetés à la rue, l'économie nationale est pillée, le fascisme

relève la tête. Mais les luttes se poursuivent, notamment menées par nos camarades de PAME dont nous saluons avec fraternité les combats incessants pour résister aux mauvais coups de l'Europe du capital et de la bourgeoisie grecque qui mènent ensemble cette danse mortifère.

Pour dominer le monde, le capitalisme et les transnationales qui sont son fer de lance, utilisent les politiques nord-américaines et européennes. Il tente de développer des accords transnationaux, transcontinentaux pour s'assurer la liberté d'exploitation des travailleurs et des peuples.

L'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) a été créée en 1995, remplaçant le GATT, avec pour objectif exclusif la libéralisation du commerce mondial, le libre-échange au profit des détenteurs du capital. Depuis plusieurs décennies, les « Chicago Boys » et leurs émules du néolibéralisme donnent le ton en matière économique et sociale, et le monde s'enfonce dans la misère, le chômage, la précarité, la dévastation.

Nous nous affrontons à un système dominant, corrompu et pourri, possédant puissances financière, militaire et idéologique. Il impose son idéologie au détriment des cultures populaires. Il veut tout standardiser, transformer chaque acte humain en un produit type Coca-Cola qui lui permettrait d'accumuler toujours plus de profits. Nous devons mesurer et apprendre à combattre les médias, télévision, radios et journaux aux mains du grand capital qui abrutissent, mentent, dévoient les peuples. Nous en avons des exemples frappants au Brésil et au Venezuela. La conjonction des pouvoirs financiers, judiciaires, militaires et idéologiques est une menace clairement identifiée pour les peuples. Des résistances se lèvent, elles doivent s'amplifier pour contrecarrer ce « talon de fer », comme le dénonçait en son temps l'écrivain et journaliste progressiste et socialiste Jack London.

Des luttes unies et solidaires, toujours

Seules, les luttes vigoureuses, durables, énergiques, permettront de résister et de vaincre. Le syndicalisme est indispensable dans ces combats, mais pas un syndicalisme qui s'inscrit dans les stratégies capitalistes, qui est assujetti et incorporé aux directions des transnationales, qui est bureaucratisé et institutionnalisé, qui se sclérose dans les séminaires mondiaux ou à Davos, qui sent la pourriture et est corrompu par la finance et d'autres avantages. Un syndicalisme qui conduit les peuples et les travailleurs dans des impasses. Ce n'est pas ce syndicalisme dont ont besoin les peuples.

Le syndicalisme est l'une des organisations indispensables des travailleuses et des travailleurs, des masses rurales, des peuples indigènes dans leurs combats de classe. Notre syndicalisme doit travailler, du niveau local au niveau mondial, à l'unité, au rassemblement des

travailleurs et des exploités, avec conviction sur la base d'objectifs sociaux, économiques, politiques élevés, portant des exigences populaires. Les cadres nationaux restent essentiels pour ces combats. C'est encore là, à ces niveaux, que les conquêtes peuvent se concrétiser. Pour cela, le syndicalisme ne peut rester neutre en terme politique. A partir de réalités concrètes, il doit s'inscrire dans les débats politiques à partir de ses propres positionnements démocratiques, construire des convergences avec les forces progressistes et révolutionnaires existantes, conjuguer luttes quotidiennes pour l'amélioration des conditions de vie et de travail et luttes plus globales pour la transformation de la société, pour construire un monde dont l'exploitation de l'homme par l'homme serait bannie. Les transnationales veulent détruire deux obstacles essentiels à leur domination. Tout d'abord le cadre national qui se compose de dispositions législatives multiples, de stratégies, de potentiels de résistances démocratiques et populaires, et le cadre social qui s'élabore à travers des lois, des protections sociales, des conventions collectives qui ont toutes une dimension nationale et professionnelle fondamentale. L'attaque frontale de l'OIT contre le droit de grève fait partie de l'arsenal régressif que tente d'imposer le capitalisme. Les solidarités indispensables, de niveau régional ou international, se construisent sur ces deux piliers que les peuples, les classes ouvrières ont érigé par leurs combats.

Notre Union Internationale attache une importance primordiale à ces dimensions de la lutte. Nous y apportons notre contribution solidaire, dans le but de les renforcer et non de les standardiser et de leur imposer des cadres supranationaux ou institutionnels. Toute la force du combat syndical se ressent de ces choix stratégiques qui constituent le fond de nos convictions communes, convergentes et solidaires. Nous devons combattre tous carcans, d'où qu'ils viennent, y compris de forces qui pourraient nous sembler proches, mais qui peuvent se transformer en cheval de Troie, au service des forces réactionnaires.

Sur des bases anticapitalistes, anti-impérialistes quant à leur contenu revendicatif, les formes de nos combats varient selon les réalités de chaque pays, de chaque région, de chaque continent, la prise de conscience des travailleurs et des peuples de leur exploitation, la clairvoyance et la force des organisations révolutionnaires

Elles appellent à la coordination et à la solidarité nationale et internationale. Elles se prolongent parfois dans des élections diverses et permettent l'élaboration d'expériences nouvelles anticapitalistes, socialistes par l'appropriation collective de moyens de production, par la nationalisation de matières premières et des outils de leur transformation.

Cette capacité des peuples, des salariés dans chaque pays à gagner, à défendre, à maintenir, à arracher des acquis sociaux, progressistes crée les conditions d'étendre l'action revendicative, sociale, économique, politique à d'autres pays.

Pour la souveraineté alimentaire

Dans tous ces combats syndicaux, le besoin de construire une véritable souveraineté alimentaire des peuples est posé. Il s'agit là de l'un des thèmes centraux de cette 4^{ème} conférence. Ces politiques alternatives incorporent agriculture paysanne et familiale, industries coopératives et nationalisées, services publics renforcés, financement maîtrisé par les peuples et les Etats. Elles doivent être nationales, indépendantes, souveraines et solidaires. De tels qualificatifs expriment parfaitement nos initiatives d'émancipation, de réformes agraires populaires et démocratiques, confortées par l'émergence de systèmes de protection sociale autogérée, la conquête de droits égaux pour les femmes, la collectivisation et la mise en valeur de terres contre l'accaparement privé des banques ou de grandes compagnies, la gratuité de l'eau, patrimoine de l'humanité. D'autres s'insurgent pour défendre la « Pachamama ». Tous ces combats ouvriers, paysans, ruraux sont notre richesse immense. Ils s'inscrivent dans l'exigence d'un monde nouveau. Ils heurtent frontalement les politiques patronales, bourgeoises, d'Etats corrompus. Ils expriment la volonté des peuples de sortir de la misère et de la soumission. La volonté de briser ces éléments libérateurs par les forces réactionnaires accentuent encore l'affrontement des classes. Il en est ainsi aux périodes de transition entre une vieille société qui s'arc-bouté pour conserver sa suprématie et une société neuve qui s'affirme, forte de ses expériences passées, des acquis arrachés, mais aussi des échecs subis.

Nous sommes de ces combats. Nous en sommes solidaires. Nous voulons les développer, les renforcer encore, leur donner toujours une plus grande lisibilité pour aider chacun à en tirer les enseignements pour ses propres luttes.

Nos organisations affiliées et amies, d'autres encore, les travailleurs de la terre, celles et ceux de nos professions de l'alimentation et du commerce, se mobilisent pour défendre leur souveraineté alimentaire et leur indépendance nationale. Ainsi, de nombreuses rencontres et conférences, de nombreuses expériences analysées nous ont permis de publier leurs plateformes revendicatives dans notre bulletin régulier. Malgré les difficultés, nombre de nos responsables syndicaux font preuve de fermeté, de volonté de vaincre la misère et de construire des propositions audacieuses et现实的. Leur engagement fait souvent preuve d'une grande abnégation, d'un grand courage comme on le voit au Burkina Faso, au Rwanda, en

Colombie, au Pakistan, au Portugal et dans bien d'autres pays.

Dans ce sens, nous pensons que le progrès social, le socialisme et le bonheur, comme l'affirmait déjà un révolutionnaire français il y a 2 siècles, sont à l'ordre du jour à travers le monde. Certes, pour certains, une telle affirmation peut paraître utopique ou irréaliste. Pourtant, des peuples sont en cours de construction de cette étape fondamentale de transition entre le capitalisme et une société entièrement libérée de toute exploitation. Les expériences sont parfois douloureuses. Les positions acquises définitivement n'existent pas. L'histoire nous l'a enseigné, dans la douleur. Mais la fatalité et l'acceptation de la misère fermeraient, si nous les acceptions, toutes perspectives. Nous laisserions alors place au désespoir, au repli sur soi, à la plus noire réaction des Reagan et Thatcher et de leurs clones d'aujourd'hui. Le fatalisme est mortifère. Nous ne nous y résignons pas. Bien au contraire : chacune de nos organisations ont acquis des expériences, ici dans la réappropriation des moyens de production pour les travailleurs, là dans la construction de processus révolutionnaires de réformes agraires. Nous pouvons y puiser des forces pour avancer.

Renforcer notre Union Internationale

Le besoin d'organisations syndicales de classe, toujours plus fortes, refusant la collaboration de classe devient une exigence fondamentale dans tous les continents, dans toutes les parties du monde. Le mouvement syndical a tout juste plus d'un siècle. Il a besoin de toujours plus de force. Il doit travailler au rassemblement, à l'unité. Ne perdons jamais de vue qu'après la victoire sur le nazisme, il a été capable de s'unir. L'impérialisme a cassé cette unité. Pour nous, cette unité reste un objectif essentiel. Ce n'est certes pas un chemin bordé de roses. Mais il doit être emprunté pour rejeter tout sectarisme, toute volonté hégémonique, tout assujettissement de l'action syndicale à la botte du patronat.

Depuis notre 3^{ème} conférence, notre UIS a développé une activité soutenue dans l'application des décisions et du plan de travail que nous avons définis ensemble lors de cette conférence. Nous sommes fiers du travail accompli. Ce qui ne signifie pas que nombre d'aspects ne peuvent ou ne doivent être critiqués et améliorés. Bien des lacunes existent. Bien des efforts sont à poursuivre encore.

Si l'essor de nos activités continentales a pris racine lors de notre Comité Exécutif de Hanoï de 2007, la 3^{ème} conférence de notre UIS à Paris en juin 2011 a dynamisé notre travail et approfondi nos analyses et réflexions sur cette question.

Bien entendu, nous ne devons pas nous satisfaire de notre activité internationale et régionale. Des difficultés sérieuses, des insuffisances sont nombreuses. Pourtant, l'essentiel se situe bien dans notre volonté et dans notre capacité de maintenir une organisation syndicale internationale de classe dans nos professions agricoles et alimentaires, comme au niveau plus général dans toutes les professions.

Nous avons, avec courage, non sans hésitations parfois, dépassé les moments graves où l'existence même de notre organisation était posée. Nous avons accumulé des forces nouvelles qui sont d'un apport important, concret et utile. Cette 4^e conférence le confirme. Sa représentativité élargit encore nos capacités d'interventions.

La mise en œuvre des orientations, décidées ensemble, nous a permis de réaliser de multiples initiatives, certaines importantes, permettant de créer des structures de représentation au plus près de nos organisations amies et affiliées, des préoccupations concrètes des travailleurs de nos professions. Nous avons commencé à décentraliser nos activités dans les continents.

Aujourd'hui, des bureaux régionaux sont confirmés depuis de nombreuses années en France, à Cuba, au Sénégal, plus récemment au Zimbabwe et au Rwanda, en Egypte et en Inde, et comme nous le souhaitons, demain au Vietnam. Nous avons donc progressé. Ce bilan positif, même si des ombres demeurent, est le résultat du travail de nos syndicats, ligues paysannes et organisations indigènes. Mais il exige, du fait de sa dimension, d'élargir et de consolider les efforts militants, d'accroître le nombre de nos responsables, d'acquérir des moyens financiers et matériels plus importants. Nous en sommes parfaitement conscients.

Nous avons organisé des conférences, des délégations, des rencontres entre syndicats d'une même région, d'un continent ou d'une même société transnationale d'un pays par exemple. Ces initiatives ont toujours été utiles.

Notre bulletin périodique est un exemple de ce travail réalisé. Il permet de faire connaître nos analyses et nos appréciations, nos orientations. Il permet aussi de coordonner nos activités syndicales, de les fédérer, de les inscrire dans des perspectives communes. Il est aussi, en plus du travail d'éducation qu'il tente de développer, un vecteur de l'organisation de nos combats et un outil idéologique du combat. Il nous est utile pour développer nos campagnes revendicatives.

Des objectifs ambitieux et réalistes

Enfin, nous voudrions souligner trois axes particuliers de notre engagement syndical international.

Premièrement, notre plate-forme progressiste pour le développement agricole et alimentaire regroupe nos analyses et propositions.

La souveraineté alimentaire des peuples en est la base fondamentale. Nous y soulignons que l'agriculture est une clé du développement. Dans ce sens, nous voudrions soulever un élément essentiel de nos objectifs futurs. Le terrain pour construire des convergences importantes entre ouvriers et paysans, dans leur alliance de classe indispensable pour combattre les transnationales et l'ensemble des officines qui les servent, exige des efforts soutenus et conséquents.

La grande thèse capitaliste actuelle, qui est développée sur tous les tons dans les medias, vise à réduire sous toutes les formes ce que les patrons dénomment le « coût du travail ».

Les salariés sont concernés. Pour les capitalistes, il s'agit de réduire la valeur de la force au travail. Pour cela, le salaire est visé ainsi que les qualifications professionnelles, la protection sociale, les retraites, la flexibilité. Tous les acquis légaux, conventionnels sont attaqués. Nos luttes visent à contrecarrer ces volontés. Dans la même logique, le travail paysan est agressé par la baisse des rémunérations et le paiement à moindre coût des matières premières agricoles. Là aussi, c'est le « coût du travail » qui est visé. C'est la poursuite sous d'autres formes de la domination féodale. Les capitalistes et les grands propriétaires terriens s'allient pour soutirer toujours plus de notre travail. Ils sont les adversaires fondamentaux et antagoniques des ouvriers et des paysans. N'y a-t-il pas là le terrain de convergences d'actions fondamentales entre ouvriers et paysans pour combattre capitalisme, impérialisme et colonialisme ? Nous voulons construire ces convergences en élargissant nos actions communes avec d'autres organisations paysannes progressistes qui ont en commun avec notre Union des positionnements progressistes, populaires, combatifs.

Et les axes de bataille sont multiples. A la fois très concrets, immédiats et à long terme.

La défense de notre environnement, la lutte contre l'agriculture industrielle et capitaliste, contre les dominations, contre les sociétés qui privatisent et brevetabilisent le vivant. Ce sont là des dimensions de combats communs et convergents. Une enquête scientifique sérieuse réalisée dernièrement montre que les stratégies des transnationales de la chimie aboutissent à « standardiser » en un demi siècle les essaims d'abeilles pour leur commercialisation, alors qu'il aura fallu à la nature plus d'un million d'années pour former les 29 sous-espèces vivant encore aujourd'hui. Nous devons ensemble lutter contre ces fléaux du mode de production capitaliste.

Il en va de même des mesures qui s'inscrivent dans le cadre de processus révolutionnaires de réforme agraire ou de prendre les mesures drastiques pour une maîtrise publique de l'eau afin d'en garantir l'accès à tous. L'eau est un bien naturel, vital, de l'humanité. Elle ne peut pas être

soumise au jeu de la concurrence ! La mise en œuvre d'une politique publique de l'eau doit être une priorité des États et s'inscrire comme telle dans leur politique économique et sociale. La mise en place d'un véritable droit international en matière d'accès à l'eau doit être une tâche essentielle de l'ONU et de la FAO.

En matière de pêche, des mesures indispensables et impératives, nationales, en faveur de la pêche artisanale doivent permettre aux pays côtiers en développement d'utiliser et de bénéficier pleinement des richesses de leurs zones exclusives. Il en va de même des forêts et de leur avenir, pillés par des politiques d'exploitation sans retenue, sans maîtrise, sans renouvellement de ce patrimoine.

L'alimentation, bien public, doit être extraite de la logique capitaliste dont l'objectif est de réaliser des profits au mépris de l'intérêt général et des besoins des populations. Avec l'ensemble des secteurs y intervenant, elle doit être l'affaire des nations et des peuples. Cette revendication s'exprime par la nationalisation des grandes entreprises industrielles, commerciales et bancaires en amont et en aval de l'agriculture et le refus des privatisations.

Permettre une alimentation saine des populations induit que chaque pays doit avoir le droit de protéger son agriculture par un soutien économique et social, par la garantie des prix aux producteurs agricoles, par des subventions des produits de première nécessité, par des protections aux frontières. Ces mesures ont besoin d'être accompagnées par l'organisation collective des producteurs et travailleurs de la terre.

Nous voulons contribuer à construire un nouvel ordre économique international, dans le respect, la liberté et la dignité de chaque peuple.

Que de terrains concrets d'actions syndicales et politiques où l'unité, la solidarité peuvent nous aider à progresser. Nous voulons nous investir dans ce travail essentiel.

Deuxièmement, nous pensons que nos engagements sur les revendications immédiates sont fondamentaux. Pour tous les travailleurs de la terre, pour ceux des industries alimentaires, de la distribution et du commerce, pour les masses paysannes et peuples indigènes, nous revendiquons :

- a) un emploi stable qualifié et bien rémunéré,
- b) une augmentation immédiate et substantielle des salaires,
- c) l'amélioration des conditions de travail,
- d) une protection sociale pour toutes et tous garantissant l'accès aux soins gratuits, le droit à la retraite et à une pension équivalente aux revenus salariaux,

- e) la liberté d'exercice de l'activité syndicale avec la création de droits syndicaux spécifiques, nouveaux comme l'intervention dans la gestion des entreprises, sur la qualité des produits pour préserver et garantir la santé publique,
- f) l'annulation sans délai de la dette,
- g) un monde de paix et de progrès social qui exige une politique généralisée de désarmement afin d'affecter les dépenses d'armement (et induites par les guerres) au progrès social sur toute la planète.

Le troisième point qui s'inscrit dans nos objectifs concerne le combat, pour la paix et le désarmement. Un humaniste français disait au siècle passé que le capitalisme porte en lui la guerre, comme la nuée porte l'orage. Nous faisons notre cette expression confirmée par les expériences terriblement douloureuses pour les peuples au 20^e siècle et au début de ce 21^e siècle. Le capitalisme fomente là où ses intérêts sont en jeu, des guerres, des atrocités pour pouvoir continuer à exploiter les peuples en toute impunité. Le marché de l'armement est l'un des plus florissants. Il permet d'accumuler des profits et des capitaux immenses. L'industrie de la mort est rentable. Nous exigeons le désarmement nucléaire et nous combattons pour un monde de paix. La guerre asservit les peuples, elle accompagne le capitalisme dans son appétit insatiable de profits. Et l'alimentation n'est-elle pas une activité humaine empreinte de paix, de fraternité, de solidarité, de vie. Sachons les défendre ensemble.

Aller de l'avant, avec détermination

Nous affirmons que le système capitaliste n'est pas inéluctable et ne constitue pas la fin de l'histoire. Les luttes quotidiennes, les révolutions, les expériences en cours pour la construction d'un monde plus juste, en fonction de la diversité des traditions nationales, démontrent l'existence d'un immense espoir. Nous réaffirmons avec force notre engagement dans ces combats.

Nos luttes pour nos revendications sociales, économiques, pour des changements

démocratiques et populaires, pour la paix et le désarmement dans le monde participent du chemin de l'humanité vers plus de justice pour les travailleurs, plus de liberté, plus de solidarité.

Nous réaffirmons notre attachement et notre engagement au sein de la grande famille de la FSM. Nos initiatives communes ou conjointes témoignent du dynamisme constructif de nos relations. Elles sont source de rayonnement et de l'étendue croissante de l'influence de la FSM et de l'UIS dans le monde.

Nous tenons à réaffirmer aussi notre objectif de rassembler, d'unir, les travailleurs, les femmes travailleuses, les paysans, les peuples indigènes, les masses rurales dans leurs combats pour toutes les libérations.

Si nos participations constructives aux conférences de l'OIT et de la FAO sont positives, les initiatives et les actions que nous organisons nous confortent dans notre reconnaissance auprès de ces institutions. De ce fait, nous confirmons notre capacité à intervenir, à peser plus fortement à partir de nos analyses, orientations, propositions et conceptions pour d'autres orientations agricoles et alimentaires correspondant à la satisfaction des besoins des peuples de tous les pays de la planète.

Par notre engagement dans l'activité de notre Union Internationale, par notre volonté de consolider, de rajeunir, de féminiser sans cesse nos structures, nous renforçons notre outil de lutte au service des travailleurs de nos professions. Ils ont besoin dans le développement de leurs luttes, pour la satisfaction de leurs revendications immédiates et à plus long terme de l'appui et du soutien d'une telle organisation internationale.

Notre combat, celui de notre Union, se veut libérateur du joug capitaliste. Il est un syndicalisme de conquête et de progrès social libéré des contraintes de l'exploitation. Les richesses créées par le travail doivent revenir aux travailleurs. L'avenir de l'humanité est de ce côté-là. C'est pour elle que nous luttons.

**

REPORT BY UISTAAC/WFTU General Secretary JULIEN HUCK TO THE 4th INTERNATIONAL TUI CONGRESS PARIS – JUNE 2016

Our 4th International Congress is a high point in the life of our Union, both for the trade-union activity in our professions, for the hundreds of millions of men, women and children who suffer and fight and also for the popular forces who act throughout the world, in each of their countries and worldwide for immediate demands

and for the creation of a society where men no longer exploit each other. It is also a high point in the preparation of the 17th World Congress organised by the World Federation of Trade Unions (WFTU) and our comrades in the South African COSATU unions. A few months ago, our Union was present at the 70th

anniversary celebrations of the WFTU in São Paulo, Brazil. We want as of now to express our solidarity with and support for the Central of the Workers of Brazil and the trades-unions and political forces that are currently fighting against a coup d'état fomented by the Brazilian business community and Yankee imperialism that want to turn back the course of History and call into question the hard-won social rights achieved by over 10 years of fighting against poverty and underdevelopment.

Class struggle - an unavoidable reality

Today, the ever-deeper confrontation between capital and work, is leading to active, massive, long-term resistances to capitalist strategies led by the grande bourgeoisie, multinationals, their valets in the governments of numerous States and the international agencies of the IMF at the World Bank.

On every continent around the globe, revolts and powerful struggles, some of which carry within them a revolutionary content, are forcing our class enemies to manoeuvre, divide, and use all the means at their disposal to increase their domination.

The democratic and social changes that have been implemented in Latin America are being resisted with hate by the bourgeoisie and US imperialism in Venezuela, Ecuador, Bolivia and Argentina. The capitalist media are playing a decisive role in these destabilisation operations and successive coups d'Etat. These media, newspapers, television channels and radio stations, the owners of which are the creation of big capital, have acquired a power to harm in the service of the dirtiest tricks imaginable, in the service of the dominant ideology. This situation clearly shows the increase in class warfare in all its ideological, political, economic, social, cultural, military, judicial and police forms, including when peoples and States try to create credible alternatives to escape from poverty faced with the logics of exploitation of the major capitalist groups and imperialisms.

Even if they fight amongst themselves to be or become the richest, the most powerful, the most dominant, bosses and the imperialist and colonial States collude with each other to destroy the social rights acquired and jobs, drive down workers' standards of living. Everywhere on the planet, it is US imperialism that wants to set the agenda.

Ex colonial powers are regaining a foothold in certain countries that had freed themselves from the colonial yoke, by relying on so-called "joint defence agreements". We see it in Africa where France has increased the number of its military interventions.

The desire to control raw materials and water, overland transport flows, spatial streams, and the flow of electronic information is the root cause of many armed conflicts. In some places this takes the form of direct military interventions, in other places, via the manipulation of armed groups, "monsters" are created like "Frankenstein" which sometimes turn to fight their masters in the service of other capitalist powers. These macabre marionettes also serve as pretexts to justify military and armed interventions and to hide social realities, looting, and the abandoning of national sovereignty. These wars force millions of children, women and men onto the roads of exodus and death. The capitalist States wash their hands of them.

This is the case in Syria, Africa, and of course Palestine, where the Israeli colonial power is doing everything it

can, with the approval of the major capitalist countries, first and foremost the United States, to break the heroic resistance and the unity of the Palestinian people and its organisations, in particular the trades-union organisations. We pay tribute in particular to the valiant struggles engaged by the people, the progressive political and trade-union forces in Syria who are reclaiming their tortured homeland, who, supported by their allies, are fighting the indoctrinated mercenaries financed by the medieval governments of the region, above all, Saudi Arabia.

The challenges of this relentless struggle are national, regional and global. A few months ago our International Union was present at a major conference organised by the WFTU and our friends in the Syrian trade unions in Damascus, to condemn Fascist terrorism that is continuing its onslaught against the Syrian peoples and the peoples of the region. We have witnessed massacres, destruction, misfortunes caused by an intervention operated remotely from outside, nothing less than an attempted invasion. Thousands of workers have been murdered, whole families decimated. We would like to express our total solidarity with our trade-union brothers who are engaged in the fight in Syria, a country which is dear to us. This struggle for peace and freedom is also a trade-union responsibility. We will not abandon any of our battle grounds, as these are areas in which we can fight, resist, conquer new social, trade-union, economic and cultural rights to ensure that humanity progresses in a world currently dominated by financial capitalism.

A few who are getting richer and richer, while the vast majority are getting poorer and poorer

83% of property assets around the planet in 2013 are monopolised by the major capitalist countries. In 2001, in Western countries, the number of dollar billionaires stood at 497 with a cumulative wealth of \$1,500 billion. Ten years later, their number stood at 1,210 with global assets of \$4,500 billion.

We should also consider that the 28 world banks that constitute the worldwide oligopoly of finance, on their own have some €56,000 billion of reserves, whereas the cumulative global debt, that is crushing peoples around the world, stands at approximately €47,000 billion. This is enough to meet the needs of peoples and to cancel the debt that is pressurizing countries and populations. There is enough to create another society in each country by nationalising these vampires that are sucking the blood out of the people and the riches out of the country. This objective shows how closely related the struggles of the peoples are, whether they are in the countries of imperialism or in the countries under imperialist domination. Class interest is primordial. It also consists of this solidarity acting for common objectives. The world, overall, is subject to capitalist diktats.

Under these same conditions of domination, the cyclical and structural crisis of capitalism in 2007-2008 destroyed the lives of tens of millions of families in Europe, North America, Japan and elsewhere. One of the immediate consequences of this crisis was to add more than 70 million additional people, victims of the famine and malnutrition, to the billion human beings affected by this scourge of the 21st century. Is this not the scandal of the early 21st century, in a world in which agriculture would be capable of feeding over 12 billion people? The idea that that this situation is due to technical or natural causes was refuted a long time ago. This is

fundamentally a highly political question. No strategy of emancipation can dispense with need to create alternative political responses to the directions taken by the major capitalist companies, governments and international agencies under their thumb and, in so far as we are concerned, the FAO. Our trade-union movement is in the front line. It must put forward concrete proposals based on everyday realities and contribute to the convergence of these proposals. Our International Union is taking steps in this direction, consistent with its means.

Poverty and hunger are today fundamentally problems that are spreading not only in towns but also in rural environments. Out of almost a billion human beings that suffer from hunger, permanent and serious undernourishment, 75% live in the countryside. The massacre of millions of human beings, a veritable genocide, through hunger, is a problem that is above all social and political and not one of lack of production or distribution. Populations are also being decimated by hunger-related diseases. The use of agricultural products to manufacture agrofuels is therefore even more scandalous.

Rightly and clairvoyantly, Fidel Castro was one of the first Heads of State to condemn this unacceptable reality and to draw attention to the great dangers that the consequences of this use represent for humanity. Those who are responsible must be denounced and resisted.

From the end of the 20th century, speculators/predators in their desire for immediate profits turned their attention to agricultural raw materials. Their profits have soared astronomically. The World Bank theorised and organised this looting, in the name of return on investments. Rice and wheat constitute basic foodstuffs the production of which could be sufficient to meet the needs of populations worldwide. Over 5 years, the global market prices for rice, corn and wheat have swung wildly, driven by speculation. The trend nevertheless remains for them to be increased for consumers and be reduced for smallhold farmers, landless populations and farm workers. Since 2008, the price of the tonne of milling wheat has doubled, corn has increased by almost 32% and rice by 37%. Despite the fact that rice crops, for example, have constantly increased over recent years. China, the world's largest rice producer, thus in 2013 harvested over 200 million tonnes, India, the second largest producer ahead of Indonesia, harvested 155 million tonnes.

Agriculture and food looted

The consequence of this global price instability of agricultural raw materials has been a rush of speculators to agricultural lands. The market is open to the looting and expropriation of rural populations via the opening, as Unilever is doing in Kenya, of actual slave camps on its tea plantations.

The ideological postulate of the total freedom of the global food trade put forward by the WTO has been adopted by the FAO in total opposition to the principles that prevailed when it was created. It is within the confines of the latter, in 2002 in Rome, that the Heads of State and government ratified the WTO's capitalist strategy dictated in large part by the World Bank and the IMF.

We must also lead the fight to ensure that the FAO, the official UN Food and Agriculture Organisation, is fundamentally changed. Dominated by the interests of a

small number of agrifoodstuffs multinationals, it unduly favours private initiatives, i.e. capitalism above all else. It imposes the privatisation of many of our professions' sectors that would allow peoples to resist and to feed themselves. The FAO is supporting the sell-off of global agriculture, the looting of our industries, the destruction of the genetic potential of the planet, the proliferation of pesticides in the name of profitability and productivity.

A few decades ago, at a time when socialism was forcefully asserting itself, the FAO had developed proposals, studies, initiatives and aids in the context of progressive agrarian reform processes. The time of such policies is long gone.

The FAO is turning its back on such aims. It is therefore clear that, at the FAO, and at the ILO and even inside the UN itself, it is a matter of power relationships, continual struggles for the emancipation of mankind, battles between the interests of a caste of capitalists and those of the vast majority of the global population, the future of mankind, the human race, the defence of nature of which humans are an integral part, as Engels argued as early as the 19th century.

This phenomenon of looting and scandalous misappropriation to the detriment of peoples, is not specific to developing countries. The same practices are organised in Europe by groups such as Unilever, Nestlé, Monsanto and others.

In Europe, Greece is sinking ever further into poverty, national dereliction and imperialist domination. The population is destroyed, workers are being thrown out onto the street, the national economy is being looted, fascism is rearing its head. But the struggles continue, in particular led by our PAME comrades for whom we salute the on-going struggles to resist the assaults of European capital and the Greek bourgeoisie, that are together at the forefront of this deadly dance.

To dominate the world, capitalism and the multinationals that are its spearhead, use North American and European policies. It tries to develop transnational, transcontinental agreements to ensure that it has the freedom to exploit workers and populations.

The World Trade Organisation (WTO) was created in 1995, to replace the GATT, with the sole purpose of freeing up world trade and imposing free trade for the benefit of the shareholders. For a number of decades, the "Chicago Boys" and their neo-liberal followers have been setting the tone in respect of the economy and social issues, and the world is sinking into poverty, unemployment, precariousness and devastation.

We are confronted by a dominant, corrupt and rotten system, backed by financial, military and ideological power. It is imposing its own ideology to the detriment of popular cultures. It wants to standardise everything, transform each human activity into a product such as Coca-Cola that would allow it to make ever greater profits. We must assess and learn to fight the media, television, radios and newspapers in the hands of big capital that are dumbing down, lying and corrupting populations. We have striking examples of this in Brazil and Venezuela. The combination of the financial, judiciary, military and ideological powers, represents a clearly identified threat for populations. Resistance movements are being organised, they need to continue to grow to counter the "iron heel", as it was named by the progressive, socialist writer and journalist Jack London.

Struggles must always be based on unity and solidarity

Only fierce, passionate battles waged over the long-term will be enough for us to resist and win. Trade-unionism is essential in these struggles, but not a trade-unionism adapted to fit in with capitalist strategies, that is subservient to and incorporated within the managements of multinationals, that is bureaucratic and institutionalised, that is ossified in global seminars or Davos, that smells rotten and is corrupted by finance and other advantages. A trade-unionism that leads people and workers down dead ends. This is not the sort of trade-unionism that people need.

Trade-unionism is one of the essential organisations for workers of both sexes, rural masses and indigenous peoples in their class struggles. Our trade-unionism must work, from the local level to the global level, for unity, to bring workers and the exploited masses together, with a firm conviction based on lofty social, economic and political objectives, to ensure that popular demands are met. National frameworks remain an essential element of these struggles. It is here, at these levels, that gains can be fully realised. To achieve this, trade-unionism cannot remain politically neutral. Based on concrete realities, it must take its place in political debates based on its own democratic positions, create convergences with existing progressive and revolutionary forces, integrate daily struggles for improvements in living and working conditions and more global struggles for the transformation of society, to create a world from which the exploitation of man by his fellow man would no longer be tolerated. Multinationals want to destroy two essential obstacles to their dominance. First of all the national framework that consists of multiple legislative provisions, strategies, potential democratic and popular resistances, and the social framework that is created via laws, social protection mechanisms and collective agreements that all have a basic national and professional dimension. The head-on attack by the ILO against the right to strike is part of the regressive arsenal that capitalism is trying to impose. The essential regional or international solidarities are built on these two pillars that peoples, the working classes have succeeded in erecting as a result of their struggles.

Our International Union attaches vital importance to these dimensions of the struggle. We are making our solidarity contribution, with the aim of further strengthening them and not of standardising them and imposing on them supranational or institutional frameworks. The whole strength of the trade-union struggle is affected by these strategic choices that constitute the essence of our joint, convergent and shared convictions. We must fight all shackles, no matter where they come from, including from forces that may appear close to us, but which may turn into a Trojan Horse, in the service of reactionary forces.

On anti-capitalist, anti-imperialist bases with regard to their confrontational content, the forms of our struggles vary based on the realities of each country, each region, each continent, the growing awareness of the workers and the peoples of their exploitation, the clairvoyance and strength of the revolutionary organisations.

They require coordination and national and international solidarity. They extend sometimes into elections and ensure the creation of new anti-capitalist, socialist experiences by the collective appropriation of the means of production, the nationalisation of raw materials and the tools needed to transform them.

This capacity of peoples and employees in each country to win, defend, maintain, obtain social, progressive rights creates the conditions needed to extend protest action, along with social, economic and political action to other countries.

For food sovereignty

In all these trade-union struggles, there is a need to create genuine food sovereignty for populations. This is one of the central themes of this 4th Congress. These alternative policies incorporate peasant and family farming, cooperative and nationalised industries, strengthened public services, funding controlled by peoples and States. They must be national, independent, sovereign and based on solidarity. Such descriptions perfectly express our initiatives for emancipation, popular and democratic agrarian reforms, supported by the emergence of systems of self-managed social protection, the achievement of equal rights for women, the collectivisation and exploitation of land versus the private monopolization of the banks or large corporations, free access to water, the birthright of all humans. Others are in an uproar to defend "Pachamama". All these battles waged by workers, peasant farmers, rural populations represent an enormous wealth for us. They form part of the demand for a new world. They clash head on with the bourgeois policies of the employers and corrupt States. They express the desire of the populations to escape from poverty and subservience. The will of the reactionary forces to break these liberating elements further increases the class struggle. This is what happens in periods of transition between an old society that is bracing itself to maintain its supremacy and a new society that is asserting itself, strengthened not only by its past experiences, its hard-won rights, but also by the setbacks suffered.

These struggles are our own. We have adopted them in a spirit of solidarity. We want to develop them, further strengthen them, make them ever more transparent in order to help each and every individual learn the lessons that apply to their own struggles.

Our affiliated, friendly organisations, and others, the land workers, those in our food and trade professions, are organising to defend their food sovereignty and their national independence. Thus, we have been able, as a result of numerous meetings and conferences, numerous experiences, to publish their demands in our regular newsletter. Despite the difficulties, a large number of our union officials have acted decisively, and are determined to defeat poverty and put forward audacious and realistic proposals. Their commitment often demonstrates great abnegation, great courage as can be seen in Burkina Faso, Rwanda, Colombia, Pakistan, Portugal and many more countries.

In this sense, we think that social progress, socialism and happiness, as a French revolutionary maintained two centuries ago, are on the agenda around the world. Of course, for some, such an assertion may appear Utopian or unrealistic. However, peoples are creating this fundamental transitional stage between capitalism and a society completely free of all forms of exploitation. Experiences are sometimes painful. Positions are never definitively acquired. History has taught us this painful lesson. But fatalism and the acceptance of poverty would, if we were to accept them, put an end to all future prospects. We would then be overtaken by despair,

introspection, and the darkest reactions of the Reagans and Thatchers of this world and their modern-day clones. Fatalism is deadly. We are not resigned to it. On the contrary, each of our organisations has acquired experiences, in some places in the re-appropriation of the means of production for workers, in other places in the construction of the revolutionary processes of agrarian reforms. We can draw strength from this to move forward.

Strengthen our International Union

The need for ever stronger class-based trade-union organisations that refuse class collaboration is becoming a fundamental requirement on all continents, in all parts of the world. The trade-union movement is just over one hundred years old. It needs to increase in strength even more. It must work to bring people together and achieve unity. We must never lose sight of the fact that after the victory over Nazism, it was able to unite. Imperialism broke this unity. For us, this unity remains an essential objective. It isn't an easy path to follow of course. But it is one that must be taken in order to reject all sectarianism, all hegemonic desire, all subjugation of trade-union action under the boot of the employers.

Since our 3rd Congress, our TUI has developed sustained activity in the application of the decisions and the work plan that we defined together during this Congress. We are proud of the work accomplished. This does not mean, however, that there are not many aspects that can or must be criticised and improved. There are still many shortcomings. Significant efforts remain to be made.

Although the boom in our continental activities started at our Executive Committee in Hanoi in 2007, the 3rd Congress of our TUI in Paris in June 2011 added impetus to our work and depth to our analyses and reflections in respect of this matter.

Of course, we must not be satisfied with our international and regional activity. There are numerous serious difficulties and inadequacies. However, the essential thing is our desire and our ability to maintain a class-based international trade-union organisation in our agricultural and food professions, and at a broader level in all professions.

We have, courageously, and hesitantly at times, overcome serious events that jeopardised the very existence of our organisation. We have accumulated new forces that represent a major, concrete and useful contribution. This 4th Congress confirms this. Its representativeness further increases our ability to intervene.

The implementation of the mutually-approved policies meant that we were able to implement a number of initiatives, some of them major, allowing us to create representative structures as close as possible to our friendly affiliated organisations, of the concrete preoccupations of the workers in our professions. We have started to decentralise our continental activities.

Currently, regional offices have been in existence for a number of years in France, Cuba, Senegal, more recently in Zimbabwe and Rwanda, Egypt and India, and we hope, tomorrow in Vietnam. We have therefore progressed. This positive outcome, even if shadows remain, is the result of the work of our trades-unions, peasant leagues and indigenous organisations. But it requires, given its size, the expansion and consolidation

of the militant efforts, the increase in the number of our managers, the acquisition of greater financial and material resources. We are fully aware of this.

We have organised conferences, delegations, meetings between trade-unions from the same region, a continent or the same transnational company of a country for example. These initiatives have always been useful.

Our periodical newsletter is an example of this work. It keeps people informed of our analyses and assessments, our policies. It also allows us to coordinate our trade-union activities, federate them and to develop a common vision. It is also, in addition to the educational work that it is trying to develop, a vector for us to organise our struggles and an ideological tool for the struggle. It is useful to us for developing our campaigns of industrial action.

Ambitious and realistic objectives

Finally, we would like to highlight three particular areas of our international trade-union commitment.

Firstly, our progressive platform for agricultural and food development brings our analyses and proposals together. The food sovereignty of peoples is its fundamental basis. We underline in it that agriculture is a key to development.

In this sense, we would like to raise an essential element of our future objectives. The creation of major agreements between workers and peasants, in their class-based coalition that is essential to fight multinationals and all the agencies that serve them, requires considerable sustained efforts.

The current great capitalist thesis, that is being promoted in all manner of ways in the media, is aimed at reducing what the bosses refer to as the "cost of labour" by all means possible.

Employees are worried. For the capitalists, the aim is to reduce the value of labour power. To do thus, the salary is targeted along with professional qualifications, social protection, pensions, flexibility. All legal gains and conventional gains are under attack. Our struggles are aimed at defeating these aims. In the same logic, peasant agriculture is being damaged by the reduction in compensation and the lower payments for agricultural raw materials. Here again it is the "cost of labour" that is being targeted. This is the continuation in other forms of feudal dominance. Capitalists and the large landowners have created an alliance to extract ever more profit from our work. They are the fundamental and antagonistic adversaries of workers and peasants. Does this not provide the common ground for fundamental joint actions between workers and peasants to fight capitalism, imperialism and colonialism? We want to build these agreements by expanding our joint actions with other progressive peasant organisations that share with our Union progressive, popular, and combative positions.

The battle grounds are in fact numerous. And are at one and the same time very concrete, immediate and long term.

The defence of our environment, the struggle against industrial and capitalist agriculture, against dominance in all its forms, against companies that are privatising and patenting living organisms. These are dimensions of shared and convergent struggles. A serious scientific investigation carried out recently shows that the strategies of the transnational chemical corporations have led to the "standardisation", in half a century, of swarms

of bees to market them, whereas it took nature over a million years to form the 29 sub-species that exist today. We need to fight these scourges of the capitalist production method together.

The same applies to measures that fall within the framework of revolutionary agrarian reform processes or drastic measures need to be taken to ensure public control of water in order to guarantee access to it for everybody. Water is a natural vital resource for all mankind. It cannot be subject to competition! Implementing a public water policy must be a priority for all States and be included as such in their economic and social policy. The creation of a genuine international right in respect of access to water must be an essential task for the UN and the FAO.

In the area of fishing, indispensable and mandatory measures in favour of small-scale fishing must allow developing coastal countries to use and fully benefit from the riches of their exclusive zones. The same applies to the forests and their future, looted by policies of unrestrained, uncontrolled exploitation, with no renewal.

Food, a public resource, must be removed from the capitalist logic whose aim is to achieve profits with total disregard for the general interest and the requirements of populations. With all the sectors involved, it must be addressed by all nations and peoples. This demand would be met by the nationalisation of the major industrial, commercial and banking corporations both upstream and downstream from agriculture, and the rejection of privatisations.

Enabling the healthy feeding of populations means that each country must have the right to protect its agriculture via economic and social support, the guarantee of agricultural producer prices, subsidies for basic necessities, protective measures at the borders. These measures need to be supported by the collective organisation of producers and land workers.

We want to contribute to the construction of a new international economic order, while respecting the freedom and dignity of every people.

So many concrete areas of trade-union and political actions where unity and solidarity can help us to progress. We want to be involved in this essential work.

Secondly, we think that our commitments to immediate demands are fundamental. For all land workers, for those in the food industries, distribution and commerce, for the peasant masses and indigenous peoples, we demand:

- a) - a stable qualified and well-paid job,
- b)- an immediate substantial wage increase,
- c) - improved working conditions,
- d) - social protection for everybody guaranteeing access to free healthcare, the right to a pension and a pension equivalent to wages,
- e) - the freedom to exercise trade-union activity with the creation of specific new trade-union rights, such as involvement in the management of companies, in the quality of the products in order to preserve and guarantee public health.
- f) - the immediate cancellation of debt,
- g) - a world of peace and social progress that requires a generalised policy of disarmament in order to allocate money spent on weapons

(caused by wars) to social progress for planet as a whole.

The third point in our objectives concerns the struggle for peace and disarmament. A French humanist said in the last century that "capitalism carries war within itself, like the cloud carries the storm". We firmly endorse these words confirmed by the extremely painful experiences for peoples of the 20th century and the start of the 21st century. Wherever its interests are at risk, capitalism foments wars and atrocities in order to be able to continue to exploit peoples with total impunity. The arms market is thriving. It is a source of enormous profits and capital. The industry of death is profitable. We demand nuclear disarmament and we are fighting for a peaceful world. War enslaves peoples and benefits capitalism in its insatiable appetite for profits. Is food not a human activity marked by peace, fraternity, solidarity and life. We must learn to defend them together.

Let us press ahead with determination

We maintain that the capitalist system is not inevitable and is not the end of the story.

The daily struggles, revolutions, experiences under way to build a fairer world, based on the diversity of national traditions, reveal the existence of immense hope. We forcefully reassert our commitment to these struggles.

Our struggles for our social, economic and popular demand, for democratic and popular changes, for peace and disarmament around the world are part of mankind's path to increased justice for workers, increased freedom and increased solidarity.

We reassert our attachment and our commitment within the large family of WFTU. Our shared or joint initiatives bear testimony to the constructive dynamism of our relations. They are a source of influence and of the increasing importance of the WFTU and the TUI around the world.

We must also reaffirm our aim of bringing workers, working women, peasant farmers, indigenous peoples and rural masses together and uniting them in their struggle for total liberation.

Our constructive involvement in the ILO and FAO conferences is positive, and the initiatives and actions that we organise encourage us in the recognition we have achieved with these institutions. As a result, we confirm our ability to intervene, to have a greater influence based on our analyses, policies, proposals and conceptions for other agricultural and food policies corresponding to the satisfaction of the needs of the peoples of every country on the planet.

By our commitment in the activity of our International Union, by our desire to constantly consolidate, rejuvenate, feminise our structures, we are further increasing the resources that enable us to fight on behalf of the workers in our professions. They need, when developing their struggles, in order to satisfy their immediate and longer term demands, the support of this type of international organisation.

Our struggle, that of our Union, is aimed at ensuring freedom from the capitalist yoke. It is a trade-unionism of social conquest and progress, free from the constraints of

exploitation. The wealth created by work must be returned to the workers. This is the future of mankind. It

is for it that we are fighting.

**

INFORME DE JULIEN HUCK
Secretario General de la UISTAAC/FSM
SOBRE LA 4^a CONFERENCIA INTERNATIONAL DE LA UIS
PARÍS - JUNIO DE 2016

La 4^a conferencia internacional es un momento esencial de la vida de nuestra Unión, tanto por la actividad sindical en nuestras profesiones y por los centenares de millones de hombres, mujeres y niños que sufren y luchan, como por las fuerzas populares que actúan en cada uno de sus países en todo el mundo, en pro de sus reivindicaciones inmediatas y a favor de la construcción de una sociedad liberada de la explotación del hombre por el hombre. También constituye un momento esencial que se inscribe en la preparación del 17^o congreso mundial organizado por la Federación Sindical Mundial (FSM) y por nuestros camaradas de los sindicatos de la COSATU de Sudáfrica. Hace unos meses, nuestra Unión participó en las celebraciones del 70º aniversario de la FSM que tuvieron lugar en San Pablo, Brasil. Queremos desde ya expresar nuestra solidaridad y apoyo a la Central de los Trabajadores de Brasil y a los sindicatos y fuerzas políticas que luchan actualmente contra un golpe de Estado fomentado por el sector empresarial brasileño y el imperialismo yanqui, que desean revertir el curso de la Historia y poner en entredicho los logros sociales obtenidos tras más de diez años de lucha contra la miseria y el subdesarrollo.

La lucha de clases: una realidad inevitable

Hoy por hoy, el enfrentamiento cada vez más profundo entre el capital y el trabajo provoca una resistencia activa, masiva y durable contra las estrategias capitalistas emprendidas por la gran burguesía, las sociedades transnacionales (STN), los gobiernos lacayos de numerosos Estados y las oficinas internacionales, del FMI a la Banca Mundial.

En todos los continentes, la explosión de revueltas, luchas encarnadas y organizadas, algunas de ellas portadoras de un mensaje revolucionario, obligan a nuestros adversarios de clase a maniobrar, dividir y utilizar todos los medios posibles para reforzar aún más su dominación.

De este modo, los cambios democráticos y sociales que se han producido en América Latina son combatidos con odio por la burguesía y el imperialismo estadounidense en Venezuela, Ecuador, Bolivia y Argentina. Los medios de comunicación del capitalismo desempeñan un papel determinante en estas operaciones de desestabilización y de golpes de Estado sucesivos. Estos medios, periódicos, televisiones y radios, cuyos propietarios proceden del gran capital, tienen una capacidad enorme para hacer daño, que está puesta al servicio de los golpes más bajos a favor de la ideología dominante. Esta situación pone perfectamente de manifiesto la acentuación del enfrentamiento de clase en todas sus formas: ideológicas, políticas, económicas, sociales, culturales, militares, judiciales y policiales, incluso cuando los pueblos y Estados intentan construir alternativas creíbles para salir de la miseria, frente a la lógica de explotación de los grandes grupos capitalistas y del imperialismo.

Si bien los patronos y los Estados imperialistas y coloniales compiten entre sí para seguir siendo o convertirse en el más rico y poderoso o el más dominante, igualmente se ponen de acuerdo para resquebrajar los logros sociales y bajar el nivel de vida de los trabajadores. En todo el planeta, el imperialismo estadounidense es el que quiere llevar la batuta.

Al mismo tiempo, los antiguos colonizadores vuelven a poner el pie en algunos países que se habían liberado del yugo colonial, apoyándose en acuerdos denominados «de defensa común». Esto es claramente visible en África, donde Francia ha reforzado sus intervenciones militares.

El control de las materias primas y del agua así como de los flujos terrestres, espaciales e informáticos generan muchos conflictos armados, ya se trate de intervenciones militares directas o de la manipulación de grupos armados, que generan «monstruos» que, como Frankenstein, se vuelven contra sus amos para servir a otras potencias capitalistas. Tales marionetas macabras también sirven de excusa para justificar las intervenciones militares y guerreras, así como también para esconder la realidad social, el saqueo y el abandono de soberanía nacional. Estas guerras arrojan a millones de niños, mujeres y hombres por la senda del exilio y la muerte. Y los Estados capitalistas se lavan las manos.

Tal es el caso en Siria, en África y, por supuesto, en Palestina, donde el poder colonialista israelí hace todo lo que está a su alcance, con el aval de los grandes países capitalistas y sobre todo de los Estados Unidos, para quebrar la resistencia heroica y la unidad del pueblo palestino y sus organizaciones, en particular las sindicales. Deseamos saludar en especial las valerosas luchas emprendidas por el pueblo sirio y las fuerzas políticas y sindicales progresistas del país, que están reconquistando su patria martirizada y combatiendo, con el apoyo de sus aliados, a los mercenarios adoctrinados y financiados por los gobiernos medievales de la región, en primer lugar Arabia Saudí.

Los retos de ese combate sin merced son de envergadura nacional, regional y mundial. Nuestra Unión International ha participado en una importante conferencia celebrada hace unos meses por la FSM y nuestros amigos de los sindicatos de Siria, en Damas, para condenar el terrorismo fascista que está asolando a los pueblos sirios y a los otros pueblos de la región. Hemos sido testigos de las masacres, la destrucción y el sufrimiento causados por una intervención teledirigida desde el exterior, un verdadero intento de invasión. Miles de trabajadores son asesinados, y familias enteras diezmadas. Hemos querido aportar toda nuestra solidaridad a nuestros hermanos sindicalistas que luchan en Siria, un país que nos es tan caro. Esta batalla por la paz y la libertad es también una responsabilidad sindical. No abandonaremos ninguno de nuestros terrenos de combate, porque forman parte de nuestra capacidad de resistencia, de lucha y de conquista de nuevos derechos

sociales, sindicales, económicos y culturales para que la humanidad progrese en un mundo actualmente dominado por el capitalismo financiero.

Unos pocos cada vez más ricos y la inmensa mayoría cada vez más pobre

El 83% de los valores patrimoniales repartidos en el planeta en 2013 estaban monopolizados por los grandes países capitalistas. En 2001, en los países occidentales, el número de multimillonarios en dólares se elevaba a 497, con una fortuna acumulada de 1,5 billón y medio de dólares. Diez años más tarde, su número asciende a 1.210 personas con un patrimonio global de 4,5 billones y medio de dólares.

Cabe destacar que los 28 bancos mundiales que detentan el oligopolio mundial de las finanzas poseen por sí solos unos 56 billones de euros de reservas, mientras que la deuda mundial acumulada, que aplasta a los pueblos del mundo entero, asciende a unos 47 billones de euros. Es decir que hay con qué responder a las necesidades populares y anular la deuda que oprime a los países y los pueblos. También hay con qué construir otro tipo de sociedad, nacionalizando en cada país a estos vampiros que chupan la sangre de los pueblos y las riquezas de los países. Este objetivo muestra la estrecha convergencia de las luchas de los pueblos, estén en el país del imperialismo o en los países bajo dominación imperialista. El interés de clase es primordial, ya que está compuesto también por esta solidaridad que actúa a favor de los objetivos comunes. El mundo en su conjunto está sometido a los dictados capitalistas.

En estas mismas condiciones de dominación, la crisis cíclica y estructural del capitalismo en los años 2007-2008 destruyó la existencia de decenas de millones de familias en Europa, América del Norte y Japón, entre otros. Una de las consecuencias inmediatas de esta crisis ha sido convertir a más de 70 millones de personas suplementarias en víctimas del hambre y la desnutrición, quienes han pasado a formar parte de los mil millones de seres humanos asolados por este flagelo del siglo XXI. ¿No es ese el mayor escándalo del incipiente nuevo siglo, en un mundo cuya agricultura está en condiciones de alimentar a más de 12 mil millones de seres humanos? Hace mucho tiempo que se ha rechazado la idea de que esta situación se debe a causas técnicas o naturales: se trata fundamentalmente de una cuestión eminentemente política. Ninguna estrategia de emancipación puede prescindir de la elaboración de respuestas políticas alternativas a las orientaciones dictadas por las grandes sociedades capitalistas, los gobiernos y las oficinas internacionales a sus órdenes y, en nuestro caso, por la FAO. Nuestro movimiento sindical se encuentra en primera línea y es su deber elaborar propuestas concretas a partir de la situación de cada uno y contribuir a la convergencia de dichas propuestas. Nuestra Unión Internacional trabaja en ello, en la medida de sus posibilidades.

La miseria y el hambre son problemas que proliferan fundamentalmente en las ciudades, pero que también ocurren en el ámbito rural. De los casi mil millones de seres humanos que sufren del hambre y la subalimentación permanente y grave, el 75% vive en el campo. La masacre de millones de seres humanos, un verdadero genocidio humano, a causa del hambre, es sobre todo un problema social y político, y no una cuestión de producción insuficiente o de distribución. Las

poblaciones también se ven diezmadas por las enfermedades relacionadas con el hambre, lo que hace más escandaloso aún el uso de productos agrícolas para fabricar «biocombustibles».

Con razón y clarividencia, Fidel Castro ha sido uno de los primeros hombres de Estado en condenar esta realidad insopportable y mostrar el peligro inmenso que sus consecuencias podrían acarrear para la humanidad. Los culpables deben ser denunciados y combatidos.

Desde finales del siglo XX, los especuladores-depredadores, en su búsqueda de beneficios inmediatos, han puesto la mira en las materias primas agrícolas y sus ganancias se han vuelto astronómicas. El Banco Mundial ha teorizado y organizado este saqueo, en nombre de la rentabilización de capitales. El arroz y el trigo constituyen los alimentos básicos de la humanidad, cuya producción permitiría responder a las necesidades populares. En 5 años, los precios del mercado mundial del arroz, el maíz y el trigo han registrado fuertes variaciones, en función de la especulación. No obstante, la tendencia sigue siendo alcista para los consumidores y bajista en cuanto a la remuneración de los pequeños agricultores, los sin tierra y los obreros agrícolas. Desde 2008, el precio de la tonelada de trigo para moler se ha duplicado, el maíz ha aumentado en un 32% y el arroz, en un 37%, a pesar de que las cosechas de arroz, por ejemplo, han estado en constante aumento en los últimos años. Así, por ejemplo, China, principal productor mundial de arroz, cosechó en 2013 más de 200 millones de toneladas y la India, segundo productor por delante de Indonesia, 155 millones de toneladas.

Saqueo de la agricultura y la alimentación

Esta inestabilidad de los precios mundiales de las materias primas agrícolas conduce a los especuladores a abalanzarse sobre las tierras agrícolas. El mercado está abierto al saqueo y la expropiación de las poblaciones rurales para crear, como ha hecho Unilever en Kenia, verdaderos campos de esclavitud en las plantaciones de té.

El postulado ideológico relativo a la total libertad del comercio mundial de productos alimenticios defendido por la OMC ha sido adoptado por la FAO, en oposición frontal con los principios predominantes durante su constitución. Fue en sus instalaciones, en 2002 en Roma, que los jefes de Estado y de gobierno ratificaron la estrategia capitalista de la OMC, dictada en gran medida por el Banco Mundial y el FMI.

Nosotros también hemos librado nuestro combate para que la FAO, la agencia oficial de la ONU para la agricultura y la alimentación, se transforme completamente. Efectivamente, la FAO, dominada por los intereses de algunas empresas transnacionales del sector agroalimentario, ha privilegiado a ultranza la iniciativa privada, el capitalismo, e impone la privatización de numerosos sectores de nuestras profesiones, que permitirían a los pueblos resistir y alimentarse. La FAO acompaña la liquidación de la agricultura mundial, el saqueo de nuestras industrias, la destrucción del potencial genético del planeta y la proliferación de los pesticidas en nombre de la rentabilidad y la productividad.

Hace algunas décadas, cuando el socialismo se afirmaba con fuerza, la FAO elaboró propuestas, estudios, iniciativas y ayudas en el marco del proceso de reformas

agrarias progresistas, pero tales orientaciones han quedado muy atrás.

Hoy en día, la institución da la espalda a tales objetivos. De este modo, queda de manifiesto que, tanto en la FAO como en la OIT e incluso en la ONU, se trata de una lucha de fuerzas, un combate continuo por la emancipación humana, y del enfrentamiento entre los intereses de una casta de capitalistas y los de la inmensa mayoría de la población mundial, del porvenir de la humanidad y el género humano, y de la defensa de una naturaleza de la que los seres humanos forman parte, como ya lo afirmaba Engels en el siglo XIX.

Este fenómeno de saqueo y malversación escandalosa en detrimento de los pueblos no es exclusividad de los países en desarrollo, sino que las mismas prácticas son organizadas en Europa por grupos como Unilever, Nestlé, Monsanto y demás.

En Europa, Grecia cae en la miseria, el abandono nacional y la dominación imperialista: el pueblo se encuentra aplastado, los trabajadores arrojados a la calle, la economía nacional saqueada, mientras el fascismo levanta cabeza. Pero la lucha continúa, en particular gracias a la acción de nuestros camaradas de PAME, de los que saludamos fraternalmente los incessantes combates para resistir a los golpes bajos de la Europa del capital y de la burguesía griega, que dirigen juntos esta danza mortífera.

Para dominar el mundo, el capitalismo y las multinacionales, que son su punta de lanza, utilizan las políticas norteamericanas y europeas y procuran concluir acuerdos transnacionales, transcontinentales para obtener la libertad de explotación de los trabajadores y los pueblos.

La Organización Mundial del Comercio (OMC) fue creada en 1995 para reemplazar el GATT, con el único objetivo de liberalizar el comercio mundial, el libre intercambio a favor de los poseedores del capital. Desde hace varias décadas, los «Chicago Boys» y sus imitadores del neoliberalismo llevan la voz cantante en materia económica y social, mientras el mundo se hunde en la miseria, el desempleo, la precariedad y la devastación.

Nos enfrentamos a un sistema dominante, corrupto y podrido, que detenta el poder financiero, militar e ideológico, imponiendo su ideología en detrimento de las culturas populares. Este sistema desea estandarizar todo, transformar cada acto humano en un producto tipo Coca-Cola, para acumular cada vez más ganancias. Debemos medir y aprender a combatir los medios de comunicación, la televisión, radios y periódicos en manos del gran capital que atontan, mienten y desvían a los pueblos. Tenemos ejemplos patentes de ello en Brasil y Venezuela. La conjunción de los poderes financieros, jurídicos, militares e ideológicos es una amenaza claramente identificada para los pueblos. Si bien está apareciendo una resistencia, la misma debe amplificarse para contrarrestar este «talón de hierro» como lo denunciara en su momento el escritor y periodista progresista y socialista, Jack London.

Luchas unidas y solidarias, siempre

Sólo unas luchas energéticas, contundentes y duraderas permitirán resistir y vencer. El sindicalismo es indispensable en este combate, pero no el sindicalismo inscrito en las estrategias capitalistas, dominado e incorporado a las direcciones de las multinacionales, burocratizado e institucionalizado, anquilosado en

seminarios mundiales o en Davos, que huele a podrido y está corrompido por la finanza y otras ventajas recibidas; en resumidas cuentas, un sindicalismo que conduce a los pueblos y los trabajadores a un callejón sin salida. El pueblo no necesita este sindicalismo.

El sindicalismo es una de las organizaciones indispensables de los trabajadores y trabajadoras, de las masas rurales y de los pueblos indígenas en sus luchas de clase. Nuestro sindicalismo debe obrar con convicción, a nivel local y mundial, a favor de la unidad, la reunión de los trabajadores y los explotados, en aras de objetivos sociales, económicos y políticos elevados, portadores de las exigencias del pueblo. El ámbito nacional sigue siendo esencial para llevar a cabo este combate, sólo a ese nivel se podrán concretizar las conquistas logradas. Para ello, el sindicalismo no puede mantenerse políticamente neutro sino que, a partir de realidades concretas, debe inscribirse en los debates políticos en función de su propio posicionamiento democrático, encontrar puntos de convergencia con las fuerzas progresistas y revolucionarias existentes, conjugar la lucha cotidiana por la mejora de las condiciones de vida y trabajo con luchas más globales a favor de la transformación de la sociedad, para construir un mundo en el que la explotación del hombre por el hombre esté proscrita. Las multinacionales desean destruir dos obstáculos esenciales para su dominación. En primer lugar, el ámbito nacional, compuesto por múltiples disposiciones legislativas, estrategias y un potencial de resistencia democrática y popular y, en segundo lugar, el marco social fruto de las leyes, la protección social, los convenios colectivos, todos los cuales tienen una dimensión nacional y profesional fundamental. El ataque frontal de la OIT contra el derecho de huelga forma parte del arsenal regresivo que intenta imponer el capitalismo. La solidaridad indispensable, nacional o internacional, se basa en estos dos pilares que los pueblos y la clase obrera han erigido para sus combates.

Para nuestra Unión Internacional estas dimensiones de la lucha tienen una importancia primordial, por lo que les aportamos nuestra contribución solidaria, con el fin de reforzarlas en lugar de estandarizarlas e imponerles un marco supranacional o institucional. Estas decisiones estratégicas, que constituyen el fondo de nuestras convicciones comunes, convergentes y solidarias, influyen en la fuerza del combate sindical. Debemos luchar contra toda cortapisas, sea cual sea, incluso de fuerzas que podrían parecernos cercanas, pero que pueden transformarse en un caballo de Troya, al servicio de fuerzas reaccionarias.

Nuestro combate, basado en unas reivindicaciones anticapitalistas y antiimperialistas, adapta su forma en función de la realidad de cada país, región y continente, de la toma de conciencia de los trabajadores y los pueblos sobre su explotación, así como de la clarividencia y fuerza de las organizaciones revolucionarias, que hacen un llamamiento a la coordinación y la solidaridad nacional e internacional. A veces, nuestro combate adopta la forma de elecciones diversas y permite la creación de nuevas experiencias anticapitalistas de carácter socialista, dada la apropiación colectiva de los medios de producción y la nacionalización de las materias primas y de sus herramientas de transformación. Esta capacidad de los pueblos, de los empleados de cada país para ganar, defender, mantener y obtener logros sociales y progresistas sienta las bases

de una ampliación a otros países de la acción reivindicativa, social, económica y política.

Por la soberanía alimentaria

En todos estos combates sindicales se plantea la necesidad de construir una verdadera soberanía alimentaria de los pueblos, uno de los temas centrales de esta 4^a conferencia. Las políticas alternativas, que incorporan la agricultura campesina y familiar, las industrias cooperativas y nacionalizadas, los servicios públicos reforzados y la financiación controlada por los pueblos y los Estados, deben ser políticas nacionales, independientes, soberanas y solidarias. Tales calificativos expresan perfectamente nuestras iniciativas de emancipación, de reformas agrarias populares y democráticas, reforzadas por la emergencia de sistemas de protección social autogestionados, la conquista de la igualdad de derechos para las mujeres, la colectivización y valorización de las tierras contra el acaparamiento privado a manos de los bancos o grandes empresas y la gratuidad del agua, patrimonio de la humanidad. Otros se sublevan para defender a la «Pachamama». Todos estos combates obreros, agrarios y rurales son nuestra inmensa riqueza y se inscriben en el marco de la exigencia de un mundo nuevo. Además, chocan frontalmente con las políticas patronales, burguesas y de Estados corruptos, al tiempo que expresan la voluntad de los pueblos de salir de la miseria y la sumisión. Por otra parte, la voluntad de las fuerzas reaccionarias de quebrar estos elementos liberadores acentúa aún más el enfrentamiento de clases. Esto es lo que ocurre en los períodos de transición de una sociedad vieja que se esfuerza por conservar su supremacía a una sociedad nueva que se afianza sobre la base sus experiencias pasadas, tanto de los derechos conseguidos como de los fracasos.

Nosotros participamos en esos combates y somos solidarios con ellos: deseamos desarrollarlos, reforzarlos aún más y darles cada vez mayor legibilidad, para ayudar a cada uno a sacar las conclusiones pertinentes para su propia lucha.

Nuestras organizaciones afiliadas y amigas, entre otras, los trabajadores de la tierra y todos los que ejercen las profesiones relacionadas con la alimentación y el comercio, se movilizan para defender su soberanía alimentaria y su independencia nacional. Así, gracias a los numerosos encuentros y conferencias y a la gran cantidad de experiencias analizadas, hemos podido publicar sus plataformas reivindicativas en nuestro primer boletín regular. A pesar de las dificultades, muchos de nuestros responsables sindicales hacen gala de firmeza y voluntad para vencer la miseria y elaborar propuestas audaces y realistas. Su compromiso denota a menudo una gran abnegación y mucho coraje, como queda de manifiesto en Burkina Faso, Ruanda, Colombia, Pakistán, Portugal y en varios países más.

En ese sentido, pensamos que el progreso social, el socialismo y la felicidad, como ya lo afirmara un revolucionario francés hace dos siglos, están a la orden del día en el mundo entero. Es cierto que a algunos tal afirmación podrá parecerles utópica o poco realista. No obstante, hay pueblos que están construyendo esta etapa de transición fundamental del capitalismo a una sociedad completamente libre de explotación. A veces, la experiencia puede ser dolorosa. Los logros definitivos no existen, como nos ha enseñado con dolor la historia. Pero

la fatalidad y la aceptación de la miseria, si las aceptáramos, nos dejarían sin perspectivas, dando lugar a la desesperanza y al encerrarse en uno mismo, así como a la más oscura reacción de los Reagan y Thatcher y sus clones actuales. El fatalismo es mortífero, no nos resignemos a él sino todo lo contrario. Cada una de nuestras organizaciones ha adquirido experiencia, ya sea en la reappropriación de los medios de producción para los trabajadores o en la elaboración de procesos revolucionarios de reformas agrarias. Podemos utilizar esa experiencia para sacar fuerzas de ella y avanzar.

Reforzar nuestra Unión Internacional

La necesidad de contar con organizaciones sindicales de clase cada vez más fuertes, que rechacen la colaboración de clase se ha convertido en una exigencia fundamental en todos los continentes y en todas las partes del mundo. El movimiento sindical tiene apenas algo más de un siglo y necesita ser más fuerte. Debe trabajar en pro de la unión, de la unidad. No perdamos nunca de vista que tras la victoria contra el nazismo, el movimiento sindical nunca ha sido capaz de unirse: el imperialismo ha quebrado esta unidad, que para nosotros sigue siendo un objetivo esencial. Es cierto que no es un camino de rosas, pero debe recorrerse para rechazar todo sectarismo y voluntad hegemónica, todo sometimiento de la acción sindical a los dictados del patronato.

Desde nuestra 3^a conferencia, la UIS ha llevado adelante una actividad sostenida, aplicando las decisiones y el plan de trabajo que habíamos definido juntos en esa oportunidad, y estamos muy orgullosos del trabajo realizado, lo que no significa que no se puedan criticar o mejorar varios aspectos del mismo. Efectivamente, existen varias lagunas y todavía hay muchos puntos que se deben continuar.

Si bien el auge de nuestras actividades continentales data de nuestro Comité Ejecutivo de Hanói en 2007, la 3^a conferencia de nuestra UIS en París, celebrada en junio de 2011, dinamizó nuestro trabajo y profundizó nuestro análisis y reflexiones sobre esta cuestión.

Evidentemente, no debemos contentarnos con nuestra actividad internacional y regional, ya que nos enfrentamos a serias dificultades y hay muchas deficiencias. No obstante, lo esencial es nuestra voluntad y capacidad de mantener una organización sindical internacional de clase en nuestras profesiones agrícolas y alimentarias y, más en general, en todas las otras profesiones.

Hemos logrado superar, con coraje y no sin algunas dudas, los momentos graves en los que la existencia misma de nuestra organización estaba en juego. Asimismo, hemos hecho acopio de nuevas fuerzas que significan un aporte importante, concreto y útil, como lo demuestra esta 4^a conferencia. Su representatividad amplía aún más nuestra capacidad de intervención.

La puesta en práctica de las orientaciones que decidíramos juntos nos ha permitido llevar a cabo múltiples iniciativas, algunas de ellas importantes, que hacen posible la creación de estructuras de representación afines a las de nuestras organizaciones amigas y afiliadas, y que responden a las preocupaciones concretas de los trabajadores de nuestras profesiones. Además, hemos comenzado a descentralizar nuestras actividades en los diferentes continentes.

En la actualidad, hay oficinas regionales confirmadas desde hace varios años en Francia, Cuba y Senegal y, más recientemente, en Zimbabue y Ruanda, Egipto e India y, como fuera nuestro deseo, mañana también en Vietnam. Así pues, hemos progresado. Este balance positivo, incluso si todavía existen algunos puntos oscuros, es el resultado del trabajo de nuestros sindicatos, ligas campesinas y organizaciones indígenas. No obstante, dada su dimensión, es necesario ampliar y consolidar los esfuerzos de los militantes, aumentar el número de responsables y obtener recursos financieros y materiales más importantes. Somos perfectamente conscientes de ello.

Hemos organizado conferencias, delegaciones, encuentros entre sindicatos de una misma región, continente o empresa multinacional de un país, por ejemplo: estas iniciativas siempre son útiles.

El boletín periódico, un ejemplo del trabajo realizado, permite dar a conocer nuestros análisis y apreciaciones y también nuestras orientaciones. Asimismo, nos permite coordinar las actividades sindicales, unirlas e inscribirlas en el marco de perspectivas comunes. Además de ser un medio a través del cual intentamos desarrollar un trabajo de educación, el boletín es también una herramienta ideológica del combate que nos permite organizar la lucha y llevar a cabo nuestras campañas reivindicativas.

Objetivos ambiciosos y realistas

Por último, quisiéramos hacer hincapié en tres ejes particulares de nuestro compromiso sindical internacional.

En primer lugar, nuestra plataforma progresista para el desarrollo agrícola y alimentario, que reúne nuestros análisis y propuestas y cuya base fundamental es la soberanía alimentaria de los pueblos. En dicha plataforma subrayamos que la agricultura es una clave de desarrollo.

En ese sentido, quisiéramos mencionar un elemento esencial de nuestros objetivos futuros. El terreno sobre el que construir convergencias importantes entre obreros y campesinos en aras de una alianza de clase indispensable para combatir a las multinacionales y todas las oficinas que sirven sus intereses, exige un esfuerzo constante y consecuente.

La gran tesis capitalista actual, difundida desde todos sus ángulos por los medios de comunicación, apunta a reducir todas las formas de lo que los patronos denominan el «coste del trabajo», lo cual se refiere a los asalariados. Para los capitalistas, se trata de reducir el valor de la fuerza de trabajo. Para ello, el objetivo es el salario así como la cualificación profesional, la protección social, la jubilación y la flexibilidad: se atacan todos los logros sociales convencionales. Nuestra lucha consiste en contrarrestar esta voluntad. En la misma lógica, se ataca el trabajo agrario reduciendo su remuneración y pagando al menor coste las materias primas agrícolas. También en ese caso el objetivo es el «coste del trabajo», ya que se trata de continuar con la dominación feudal, pero de otra forma. Los capitalistas y grandes terratenientes se alían para sacar cada vez más provecho de nuestro trabajo. Ellos son los adversarios fundamentales y antagónicos de los obreros y campesinos. ¿No es ese suficiente terreno de convergencia para llevar a cabo acciones fundamentales entre obreros y campesinos, para combatir el capitalismo, el imperialismo y el colonialismo? Queremos crear convergencias ampliando nuestras

acciones comunes con otras organizaciones agrarias progresistas que comparten las posiciones progresistas, populares y combativas de nuestra Unión.

Los ejes de batalla son múltiples, a la vez concretos, inmediatos y a largo plazo.

La defensa de nuestro medio ambiente, la lucha contra la agricultura industrial y capitalista, contra la dominación y las sociedades que privatizan y patentan los seres vivos. Esta es la dimensión de la lucha común y convergente. Un estudio científico serio realizado recientemente demuestra que las estrategias de las multinacionales químicas han «estandarizado» en medio siglo los enjambres de abejas para su comercialización, cuando a la naturaleza le ha llevado más de un millón de años formar las 29 subespecies que todavía están con vida hoy en día. Juntos debemos luchar contra estos flagelos generados por el modo de producción capitalista. También debemos luchar por las medidas que se inscriben en el proceso revolucionario de reforma agraria y por la adopción de medidas drásticas para un control público del agua, a fin de garantizar el acceso de todos a ese bien natural, vital de la humanidad. ¡El agua no puede estar sometida al juego de la competencia! La puesta en práctica de una política pública del agua debe ser una prioridad para los Estados e inscribirse como tal en su política económica y social. La aplicación de un verdadero derecho internacional en materia de acceso al agua ha de ser un objetivo esencial de la ONU y la FAO.

En materia de pesca, se deben poner en práctica medidas indispensables e imperativas a escala nacional a favor de la pesca artesanal, para permitir a los países costeros en desarrollo utilizar y aprovechar plenamente las riquezas de sus zonas exclusivas. Lo mismo se aplica a los bosques y a su futuro, saqueados por políticas de explotación desenfrenada y descontrolada, sin renovación del patrimonio.

La alimentación, ese bien público, debe extraerse de la lógica capitalista, cuyo objetivo es realizar ganancias en detrimento del interés general y de las necesidades de la población. Debe ser una preocupación de las naciones y los pueblos, en la que han de participar todos los sectores implicados. Esta reivindicación se traduce en la nacionalización de las grandes empresas industriales, comerciales y bancarias de la cadena agrícola, y en el rechazo de las privatizaciones.

Permitir la alimentación sana de la población implica que cada país tenga el derecho de proteger su agricultura gracias a un apoyo económico y social, a la garantía de precios para los productores agrícolas, a la subvención de los productos de primera necesidad y a la protección de las fronteras. Estas medidas deben ir acompañadas de la organización colectiva de los productores y trabajadores de la tierra.

Deseamos contribuir a la construcción de un nuevo orden económico internacional, que respete la libertad y dignidad de cada pueblo. Tenemos por delante muchos terrenos concretos de acción sindical y política en los que la unidad y la solidaridad pueden ayudarnos a progresar. Queremos participar en este trabajo esencial.

En segundo lugar, pensamos que nuestros compromisos para con las reivindicaciones inmediatas son fundamentales. Para todos los trabajadores de la tierra y de las industrias alimentarias, de la distribución y el comercio, así como para las masas campesinas y los pueblos indígenas, reivindicamos:

- a) Un empleo estable cualificado y bien remunerado;
- b) Un aumento inmediato y sustancial de los salarios;
- c) La mejora de las condiciones de trabajo;
- d) Una protección social para todos y todas, que garantice el acceso a la asistencia gratuita, el derecho a la jubilación y a una pensión equivalente a los ingresos salariales;
- e) La libertad de ejercicio de la actividad sindical, con la creación de derechos sindicales específicos nuevos, como la intervención en la gestión de las empresas o en la calidad de los productos para preservar y garantizar la salud pública;
- f) La anulación inmediata de la deuda;
- g) Un mundo de paz y progreso social, lo que requiere una política generalizada de desarme que asigne el gasto armamentístico (inducido por las guerras) al progreso social en todo el planeta.

El tercer punto inscrito en nuestros objetivos es la lucha por la paz y el desarme. Un humanista francés decía el siglo pasado que el capitalismo lleva en sí mismo la guerra, como las nubes llevan en sí la tormenta. Nos hacemos eco de esta frase, confirmada por las experiencias terriblemente dolorosas para los pueblos durante el siglo XX y comienzos del siglo XXI. Donde sus intereses están en juego, el capitalismo fomenta las guerras y las atrocidades para seguir explotando a los pueblos con total impunidad. El mercado armamentístico es uno de los más boyantes y permite acumular inmensas ganancias y capitales: la industria de la muerte es rentable. Exigimos el desarme nuclear y luchamos por un mundo de paz. La guerra esclaviza a los pueblos y acompaña al capitalismo debido a su apetito insaciable de ganancias. Por otra parte, la alimentación, ¿no es una actividad humana llena de paz, fraternidad, solidaridad y vida? Debemos saber defenderla juntos.

Avanzar con determinación

Declaramos que el sistema capitalista no es ineluctable y no representa el fin de la historia. Las luchas cotidianas, las revoluciones, las experiencias actuales en pro de la construcción de un mundo más justo, respetando la diversidad de las tradiciones nacionales, demuestran que existe una gran esperanza. Reafirmamos con fuerza nuestro compromiso en esta lucha.

El combate a favor de nuestras reivindicaciones sociales y económicas, para el cambio democrático y popular, la paz y el desarme en el mundo forman parte del camino de la humanidad hacia una mayor justicia para los trabajadores, y mayor libertad y solidaridad.

Reafirmamos nuestro compromiso y apego por la gran familia de la FSM. Nuestras iniciativas comunes o conjuntas traducen el dinamismo constructivo de nuestras relaciones, y son una fuente de proyección e influencia creciente de la FSM y de la UIS en el mundo.

También deseamos reafirmar nuestro objetivo de reunir y unir a los trabajadores, las mujeres trabajadoras, los campesinos, los pueblos indígenas y las masas rurales en su lucha por la liberación.

Nuestra participación en las conferencias de la OIT y la FAO es positiva, y las iniciativas y acciones que organizamos nos brindan un mayor reconocimiento ante dichas instituciones. De hecho, confirmamos nuestra capacidad para intervenir y tener mayor peso gracias a nuestros análisis, orientaciones, propuestas y concepciones que nos permiten ofrecer otras orientaciones agrícolas y alimentarias, que puedan satisfacer las necesidades de los pueblos de todos los países del planeta.

Gracias a nuestro compromiso con la actividad de nuestra Unión Internacional, y a nuestra voluntad de consolidar, rejuvenecer y feminizar sin cesar nuestras estructuras, reforzamos nuestra herramienta de lucha, poniéndola al servicio de los trabajadores de nuestras profesiones. Efectivamente, dichos trabajadores necesitan el respaldo de este tipo de organización internacional para llevar a cabo su lucha y satisfacer sus reivindicaciones inmediatas y a más largo plazo.

Nuestra lucha, la lucha que libra nuestra Unión, se propone liberar del yugo capitalista. Se trata de un sindicalismo de conquista y progreso social, libre de las obligaciones de la explotación. Las riquezas creadas por el trabajo deben volver a los trabajadores. El futuro de la humanidad va en ese sentido, y por ella luchamos.

**





APPEL DE LA 4^{ème} CONFERENCE INTERNATIONALE Juin 2016 – Paris

POUR L'EMANCIPATION DES PEUPLES, DES MASSES TRAVAILLEUSES ET RURALES

Les délégué(e)s de plus de 120 organisations syndicales nationales de l'agriculture, des industries et du commerce alimentaires, des masses rurales et des peuples indigènes de 86 pays représentant plusieurs dizaines de millions d'adhérents, ont analysé la situation économique et sociale dans leurs sphères d'activité et tracé des perspectives de développement de leurs activités.

Sur tous les continents éclatent des révoltes, des luttes puissantes, certaines porteuses d'un contenu révolutionnaire. Ces luttes expriment un profond mécontentement et le rejet des logiques capitalistes et impérialistes. L'exploitation des salarié(e)s de nos professions, des travailleur(e)s de la terre, des forêts, des masses paysannes, rurales et indigènes, devient chaque jour plus dure.

Les délégué(e)s affirment et soutiennent sans réserve les luttes des peuples, des travailleur(e)s, pour la satisfaction de leurs revendications immédiates, pour la construction d'une société d'où sera bannie l'exploitation de l'homme par l'homme.

L'affrontement de classe s'intensifie

L'antagonisme de classe entre ceux qui détiennent les moyens financiers et productifs, la bourgeoisie et les latifundistes et les masses laborieuses atteint un degré de violence et de férocité sans pareil. L'impérialisme provoque massacres, guerres, misère et chômage pour les travailleur(e)s et les peuples.

Les délégué(e)s condamnent avec fermeté les interventions militaires, les guerres fomentées par les Etats-Unis, leurs alliés notamment de l'Union Européenne et les régimes féodaux moyenâgeux qui utilisent, ici l'OTAN, là des milices fascistes. Les matières premières sont pillées. Les conséquences sont désastreuses et dramatiques pour les populations transformées en réfugiés et migrants. Notre Union condamne et combat avec force ces situations, le racisme et la xénophobie.

Des millions de travailleur(e)s, en Asie, en Europe, en Afrique, en Amérique, dans les pays arabes manifestent, se révoltent, luttent contre le patronat, les pouvoirs de la bourgeoisie en place, les tenants du capitalisme, les grands propriétaires terriens.

C'est dans cette situation de luttes puissantes, complexes, violentes, mais aussi enthousiasmantes, que nous œuvrons pour une action syndicale concrète et pour favoriser l'élévation de la prise de conscience de classe des masses ouvrières, paysannes et rurales.

Pour la souveraineté et l'indépendance alimentaires des peuples

Pour dominer le monde, le capitalisme veut assujettir et accaparer l'agriculture, l'alimentation, la terre, l'eau, la nature. Il les détruit. Pour asservir les peuples, il utilise l'arme alimentaire. Les conséquences sont dramatiques et aggravent la misère et les souffrances, les maladies et les guerres, la malnutrition et la famine.

Les délégué(e)s appellent les travailleur(e)s de nos professions alimentaires, les paysans, les indigènes, les masses rurales et les peuples à porter la souveraineté alimentaire au cœur de leurs combats comme une revendication et une action participant aux libérations démocratiques, sociales, politiques et culturelles. Dans ce cadre, l'annulation totale et sans condition de la dette des pays concernés est une exigence fondamentale.

Chaque pays et donc chaque Etat doit avoir le droit de protéger son agriculture et son alimentation par un soutien économique et social public, par la mise en place de protections aux frontières pour maintenir et développer les productions nationales, par l'organisation collective des producteurs et des travailleurs, par le refus des privatisations et la volonté de promouvoir la nationalisation de potentiels industriels stratégiques des secteurs de l'amont et de l'aval de l'agriculture, par le développement de la coopération et de processus révolutionnaires de réforme agraire. Notre objectif syndical reste le bien-être et le vivre mieux pour les travailleur(e)s et leurs familles.

Nourrir l'humanité

Seule, la lutte des classes ouvrières, des paysans et des peuples pour leurs revendications immédiates et pour une société libérée de l'exploitation de l'homme par l'homme imposera de véritables reculs au capital et à l'impérialisme. C'est ainsi que l'enjeu essentiel du développement de tous les pays réside dans le développement national, la solidarité, et l'instauration de nouvelles coopérations internationales respectueuses des peuples et mutuellement avantageuses, à contrario des décisions de l'OMC, du FMI et de la Banque mondiale.

Dans ce sens, doit être combattue la logique de rentabilité financière qui détruit la biodiversité et qui préside à l'utilisation de plantes génétiquement modifiées (OGM) qui se traduit par le dépôt de brevets pour garantir des rentes privées. L'agriculture ne doit pas servir à la production « d'agrocarburants » qui pille les richesses naturelles, accroît la famine et la domination, accentue les spéculations financières, démultiplie les dangers pour la planète et l'humanité.

Pour nourrir l'humanité, éliminer la famine, la sous-alimentation et la malnutrition, la production agricole pour une alimentation saine doit être la priorité absolue, sa fonction fondamentale. La terre doit appartenir à ceux qui la travaillent. L'accès à l'eau doit être libéré de toute appropriation privée et soustrait à toute notion de « marché ». L'eau est un besoin vital, un bien social et commun de l'humanité, indispensable à la vie. Les forêts, comme la pêche, doivent être protégées des politiques prédatrices des grandes sociétés capitalistes.

Pour un monde de paix et le désarmement

Pour assouvir sa soif d'expansion et de domination, le capitalisme est cause de guerres, de massacres, de pillages, de colonialisme.

Les délégué(e)s condamnent avec force les fauteurs de guerre se prévalant d'idéologies fascisantes, les grandes industries d'armement, les extrémismes religieux porteurs de conceptions rétrogrades et moyenâgeuses, tous intégrés et soumis aux politiques et stratégies impérialistes menant à la misère et au désespoir.

Nous luttons avec détermination pour un monde de paix, de respect mutuel, de solidarité, de fraternité et d'égalité. Le véritable avenir de l'humanité réside dans les mains des peuples conscients, forts, organisés et en lutte.

Pour un syndicalisme de lutte

Les délégué(e)s condamnent avec une grande fermeté toute remise en cause des libertés et droits fondamentaux, notamment syndicaux. Le patronat et les gouvernements à sa botte démultiplient les attaques contre les organisations syndicales, persécutant et assassinant les militants syndicaux. Ils affirment leur soutien et leur solidarité pleine et entière aux travailleur(e)s victimes de ces exactions, et exigent le respect, l'amélioration des libertés et droits des organisations syndicales.

Pour réaliser l'ensemble de nos objectifs sociaux, économiques, politiques et culturels, la 4^{ème} Conférence décide de :

- poursuivre et renforcer l'action et le rayonnement de notre UIS,
- consolider et faire vivre nos activités régionales, professionnelles et dans les groupes,
- construire un syndicalisme toujours plus revendicatif et démocratique, combatif et de classe,
- renforcer nos activités en direction de la jeunesse et des femmes travailleuses,
- développer la formation syndicale,
- travailler au rassemblement et à l'unité de l'ensemble des exploité(e)s,
- consolider nos actions avec la FSM, notamment dans la préparation du 17^{ème} congrès syndical mondial,
- lutter pour la paix et le désarmement.

Paris, le 16 juin 2016

**

APPEAL FROM THE 4th INTERNATIONAL CONGRESS June 2016 – Paris

FOR THE EMANCIPATION OF THE PEOPLES, THE WORKERS MASSES AND RURAL

Delegates from more than 120 national trade-union organisations concerned with agriculture, food industries and businesses, rural masses and indigenous peoples from 86 countries, representing several tens of millions of members, have analysed the economic and social situations applicable to their domains and laid out development opportunities for their activities.

On every continent around the globe revolts are breaking out, powerful struggles, some of which carry within them a revolutionary content. These struggles are the expression of a deep-seated discontent and the rejection of capitalist and imperialist logics. Each day the exploitation of those who work in our professions, whether on the land or in the forests, the indigenous, rural, peasant masses becomes ever harsher.

Delegates stand behind and offer their unreserved support for the struggles engaged in by peoples and workers to obtain the satisfaction of their immediate demands and create a society in which the exploitation of man by his fellow man has been banned.

Class warfare is intensifying

Class antagonism between those who control financial resources and the means of production, the bourgeoisie and the large estate owners and the toiling masses has reached an unparalleled degree of violence and ferocity. Imperialism causes massacres, wars, poverty and unemployment for workers and populations.

The delegates strongly condemn all military interventions, wars fomented by the United States, their allies, in particular those in the European Union and the medieval feudal regimes that in some places make use of NATO and in others fascist militia. The raw materials of these countries are plundered. The consequences are disastrous and dramatical for the population transformed on refugees and migrants. The Our International Union condemned and battle strongly these situations, racism and xenophobia.

Millions of workers, in Asia, Europe, Africa and America and Caribbean, and in Arab countries are demonstrating, revolting, standing up against their employers, the powers of the bourgeoisie in place, the supporters of capitalism and the large landowners.

It is in this situation of powerful, complex, violent but inspiring struggles, that we are working for concrete union action and to raise the class awareness of working, peasant and rural masses.

For the food sovereignty and self-sufficiency of peoples

To dominate the world, capitalism wants to subjugate and take control of agriculture, food production, the land, water and nature. It is destroying them.

To enslave peoples, it is using the food as a weapon. The consequences are dramatic and increase poverty and suffering, disease and war, malnutrition and famine.

The delegates call upon the workers in our food industries, peasant workers, indigenous peoples, rural masses and populations to place food sovereignty at the heart of their struggles as a demand and an action designed to bring about democratic, social, political and cultural liberation.

In this context, the total and unconditional cancellation of the debt of the countries concerned is a basic requirement.

Each country and so every states must have the right to protect its agriculture and its food via public economic and social support, by putting in place systems of border protection in order to maintain and developing national production, via the collective organisation of producers and the workers, via the refusal of privatisation and the desire to promote nationalisation of strategic industrial potentials of upstream and downstream agricultural sectors, by developing cooperation and revolutionary agrarian reform processes. Our Trade Union cause remains the better life for the workers and their familys.

Feed the world

It is only the struggle of the working classes, the peasantry and populations for their immediate demands and for a society free from the exploitation of man by his fellow man that will bring about any genuine concessions from capital and imperialism. The essential challenge facing the development of all countries resides therefore in national development, solidarity, the creation of new international and mutually-beneficial cooperations that respect peoples, at the opposite of the decisions of the WTO, of the IMF and World Bank.

In this sense, the fight must be engaged against the logic of financial profitability who destroys the biodiversity and who presides over the use of genetically modified organisms (GMO) that results in patents being filed to guarantee the creation of private cash crops. Agriculture must not be used for the production of "agrofuels" that plunders natural resources, increases famine and domination, encourages financial speculation and gives birth to ever more dangers for the planet and mankind.

To feed the world, eliminate famine, undernutrition and malnutrition, the absolute priority for agricultural must be food production, which is its basic function. The land must be owned by who works them. Access to water must be totally free of all private appropriation and separate from all notion of "market". Water is a vital need, a social and shared asset for the whole of mankind and indispensable for life. Forests, like fishing, must be protected from the predatory policies of large capitalist corporations.

For global peace and disarmament

To satisfy its craving for expansion and domination, capitalism causes wars, massacres, pillage and colonialism.

The delegates forcefully condemn those warmongers who make use of fascistic ideologies, the large arms industries, religious extremisms that express retrograde and medieval conceptions, all of which are integrated into and subject to imperialist policies and strategies that lead to poverty and despair.

We are engaged in a determined fight for a world based on peace, mutual respect, solidarity, fraternity and equality. The true future for mankind lies in the hands of peoples that are aware, strong, organised and fighting back.

For a class struggle unionism

The delegates condemn in the strongest terms any challenging of basic rights and freedoms, in particular trade-union rights. Employers and the governments that are under their thumb are increasing their attacks against trade-union organisations, persecuting and murdering union militants. They assert their support for and total solidarity with workers who are victims of such abuses, and insist that trade-union freedoms and rights must be respected and enhanced.

To achieve all our social, economic, political and cultural objectives, the 4th Congress has decided to:

- continue and further strengthen the action and influence of our TUI and our professionals activities and in their industrial groups,
- consolidate and support our regional activity,
- build a trade-unionism that is increasingly confrontational and democratic,
- further strengthen our activities with young people and working women,
- develop trade-union training,
- work to bring together and unite all those who are being exploited,
- consolidate our actions with the WFTU, in particular to prepare the 17th World Trade Union Congress,
- fight for peace and disarmament.

Paris, 16 June 2016

**

LLAMAMIENTO DE LA 4^a CONFERENCIA INTERNACIONAL Junio de 2016 – París

POR LA EMANCIPACIÓN DE LOS PUEBLOS, MASAS TRABAJADORAS Y RURALES

Los delegados/as de más de 120 organizaciones sindicales nacionales de la agricultura, la industria y el comercio alimentario, de las masas rurales y los pueblos indígenas de 86 países, que representan a varias decenas de millones de afiliados, han analizado la situación económica y social en sus ámbitos de actividad y delineado las perspectivas de desarrollo de sus actividades.

En todos los continentes se producen revueltas y luchas encarnadas, algunas de carácter revolucionario, que traducen un profundo descontento y el rechazo de la lógica capitalista e imperialista. La explotación de los empleados y las empleadas de nuestras profesiones, de los trabajadores y las trabajadoras de la tierra y los bosques así como de las masas campesinas, rurales e indígenas es cada día más dura.

Los delegados/as respaldan y apoyan sin reservas las luchas de los pueblos, de los trabajadores, en aras de la satisfacción de sus reivindicaciones inmediatas, en pro de la construcción de una sociedad en la que se proscriba la explotación del hombre por el hombre.

El enfrentamiento de clases se intensifica

El antagonismo de clases entre quienes detentan los medios financieros y productivos, la burguesía y los latifundistas por un lado y las masas trabajadoras por el otro, alcanza un grado de violencia y ferocidad sin parangón. El imperialismo provoca masacres, guerras, miseria y desempleo para los trabajadores y los pueblos.

Los delegados/as condenan firmemente las intervenciones militares, las guerras fomentadas por Estados Unidos y sus aliados, en particular la Unión Europea y los regímenes feudales medievales que utilizan, ya sea la OTAN o milicias fascistas. Las materias primas están siendo saqueados. Las consecuencias están desastrosa y dramáticas para las poblaciones transformadas en refugiados y migrantes. Nuestra Unión Nacional condena y combate con fuerza estas situaciones, el racismo y la xenofobia.

Millones de trabajadores, en Asia, Europa, África, América y Caribe o en los países árabes manifiestan, se rebelan, luchan contra el patronato, los poderes de la burguesía establecida, los defensores del capitalismo y los grandes latifundistas.

En este contexto de luchas profundas y complejas, violentas pero también entusiastas, obramos para realizar una acción sindical concreta y favorecer una creciente toma de conciencia de clase por parte de las masas obreras, campesinas y rurales.

Por la soberanía y la independencia alimentaria de los pueblos

Para dominar el mundo, el capitalismo desea dominar y acaparar la agricultura, la alimentación, la tierra, el agua y la naturaleza, pero los destruye. Para esclavizar a los pueblos utiliza el arma alimentaria: las consecuencias son dramáticas y agravan la miseria y el sufrimiento, las enfermedades y las guerras, la desnutrición y el hambre.

Los delegados/as hacen un llamamiento a los trabajadores de nuestras profesiones alimentarias, campesinos, indígenas, masas rurales y pueblos a centrar su lucha en la soberanía alimentaria, como una reivindicación y acción que contribuirá a la liberación democrática, social, política y cultural. En este marco, la anulación total y sin condiciones de la deuda de los países afectados constituye una exigencia fundamental.

Cada país y por lo tanto cada estado debe tener derecho a proteger su agricultura y alimentación a través del respaldo económico y social público, la protección de las fronteras para y mantener y desarrollar la producción nacional, la organización colectiva de los productores y de los trabajadores y trabajadoras, el rechazo de las privatizaciones y la voluntad de promover la nacionalización del potencial industrial estratégico de todo el sector agrícola, sin olvidar el desarrollo de la cooperación y los procesos revolucionarios de reforma agraria. nuestro objetivó es el bienestar y el vivir mejor para los trabajadores y trabajadoras y sus familias.

Alimentar a la humanidad

Sólo la lucha de las clases obreras, de los campesinos y los pueblos en pro de sus reivindicaciones inmediatas y de una sociedad liberada de la explotación del hombre por el hombre hará posible un verdadero retroceso del capital y el imperialismo. Así pues, el reto esencial para el desarrollo de todos los países reside en el desarrollo nacional, la solidaridad y la instauración de nuevas cooperaciones internacionales, que respeten a los pueblos y permitan un beneficio mutuo, a la inversa de las decisiones de la OMC, del FMI y del Banco Mundial.

En ese sentido, se debe combatir la lógica de rentabilidad financiera que redunda en el uso de plantas genéticamente modificadas (OGM), provocando el registro de patentes para garantizar las rentas privadas. La agricultura no debe servir para la producción de «biocombustibles» que saquean las riquezas naturales, aumentan el hambre y la dominación, acentúan la especulación financiera y multiplican los peligros para el planeta y la humanidad.

Para alimentar a la humanidad, eliminar el hambre, la subalimentación y la desnutrición, la prioridad absoluta debe ser la producción agrícola para alimentación saludable, esa ha de ser su función fundamental. La tierra debe pertenecer a los que la trabajan. Asimismo, el acceso al agua debe estar libre de toda apropiación privada y de toda noción de «mercado», dado que el agua es una necesidad vital, un bien social y común de la humanidad, indispensable para la vida. Por su parte, los bosques, como la pesca, deben ser protegidos de las políticas depredadoras de las grandes sociedades capitalistas.

Por un mundo de paz y por el desarme

Para saciar su sed de expansión y dominación, el capitalismo causa guerras, masacres, saqueos y colonialismo.

Los delegados/as condenan con fuerza a quienes provocan guerras utilizando ideologías fascistas, a las grandes industrias armamentistas, a los extremismos religiosos que transmiten concepciones retrógradas y medievales, todos ellos integrados y sujetos a las políticas y estrategias imperialistas que conducen a la miseria y la desesperanza.

Nosotros luchamos con mucha determinación por un mundo de paz, respeto mutuo, solidaridad, fraternidad e igualdad. El verdadero futuro de la humanidad está en manos de los pueblos conscientes, fuertes, organizados y combativos.

Por un sindicalismo de lucha

Los delegados/as condenan firmemente todo cuestionamiento de las libertades y derechos fundamentales, en particular sindicales. El patronato y los gobiernos a sus órdenes multiplican los ataques contra las organizaciones sindicales, al tiempo que persiguen y asesinan a los militantes sindicales. Asimismo, los delegados/as afirman su apoyo y solidaridad plena y entera a los trabajadores y trabajadoras víctimas de tales abusos, y exigen el respeto y mejora de las libertades y derechos de las organizaciones sindicales.

Para realizar todos nuestros objetivos sociales, económicos, políticos y culturales, la 4^a Conferencia decide:

- Proseguir y reforzar la acción y proyección de nuestra UIS.
- Consolidar y mantener en funcionamiento nuestras actividades regionales; profesionales y en las transnacionales,
- Construir un sindicalismo cada vez más reivindicativo y democrático;
- Reforzar las actividades dirigidas a la juventud y las mujeres trabajadoras;
- Desarrollar la formación sindical;
- Trabajar en pro de la unión y la unidad de todas las personas explotadas;
- Consolidar nuestras acciones con la FSM, en particular al preparar el 17º congreso sindical mundial;
- Luchar por la paz y el desarme.

París, 16 de junio de 2016

**



**UNE DIRECTION COLLECTIVE ET SOLIDAIRE
ÉLUÉ À L'UNANIMITÉ PAR NOTRE 4^{ème} CONFÉRENCE**

COMITÉ EXÉCUTIF ET COMMISSION FINANCIÈRE DE CONTRÔLE

<u>Algérie</u> :	Union Générale des Travailleurs des Industries Alimentaires - UGTA Salim LABATCHA
<u>Brésil</u> :	CONTAG - FETAG de BAHIA David Wylkerson RODRIGUES DE SOUZA
<u>Chypre</u> :	SEVETTYK - PEO Pratsi CHARALAMPOS
<u>Colombie</u> :	SINTRAIMAGRA Jaime DIAZ ORTIZ
<u>Cuba</u> :	Syndicat National des Travailleurs des Industries Alimentaires et de la Pêche - CTC Pedro Manuel DIAZ JOVER
<u>Egypte</u> :	<i>Co-participation :</i> - Syndicat Général des Industries Alimentaires - Syndicat Général de l'Agriculture Khaled Abdellatif Mohamed Moustafa AISH Mohammed Salem Mourad KANDIL
<u>Equateur</u> :	Fédération Equatorienne des Indigènes - FEI Jose Clemente AGUALSACA GUAMAN
<u>France</u> :	FNAF - CGT Julien HUCK Freddy HUCK
<u>Grèce</u> :	Fédération Panhellénique des Travailleurs aux Entreprises de Boissons - Pame Ioannis FRANGIDIS
<u>Inde</u> :	<i>Co-participation :</i> - Bharatiya Khet Mazdoor Union - BKMU - All India Agricultural Workers' Union - All India Kisan Sabha - AIKS - Nagendra NATH OJHA - Suneet CHOPRA - Pillai SANKARAN RAMACHANDRAN
<u>Maroc</u> :	Fédération Nationale du Secteur Agricole – FNSA - Mohammed HAKECH
<u>Palestine</u> :	Syndicat des Travailleurs Agricoles Mohammed N.S. YAHYA
<u>Pologne</u> :	Federacja Związków - Zawodowych Przemysłu Spółzakładowego - OPZZ Zofia Kosutzka
<u>Portugal</u> :	Syndicat de l'Alimentation et du Commerce - CGTP Augusto COELHO PRACA
<u>République Démocratique du Congo</u> :	Coopération des Syndicats des Entreprises Privées et Para-Etatiques Augustin MUSAS ZAND
<u>République Tchèque</u>	Union Syndicale de Bohême, Moravie et Silésie Hassan CHARFO
<u>Rwanda</u> :	STAVER JeremieNSENGIYUMVA
<u>Sénégal</u> :	Syndicat des Travailleurs des Industries Alimentaires - UTS Aliou NDIAYE
<u>Serbie</u> :	Union des Travailleurs de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Tabacs Dragan ZARUBICA
<u>Syrie</u> :	Syndicat Professionnel de l'Alimentation, Tourisme, Tabac et Développement Agricole Bachir AL HABOUNI

Vietnam :

Syndicat de l'Agriculture et du Développement Rural
Vu XUAN THUY

Zimbabwe :

Syndicat de l'Agriculture, des Plantations et de l'Horticulture
Everate Cyprian MAKWARIMBA

SECRETARIAT

Aliou N'Diaye (Sénégal) - Président

Julien HUCK (France) – Secrétaire Général

Pedro Manuel DIAZ JOVER (Cuba)

Khaled Abdellatif Mohamed Moustafa AISH (Egypte)

Freddy HUCK (France)

Pillai SANKARAN RAMACHANDRAN (Inde)

Vu XUAN THUY (Vietnam)

Christian ALLIAUME et **André HEMMERLE** (France) – Secrétariat organisationnel





